

# La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 59 / DÉCEMBRE 2016 - [www.andev.fr](http://www.andev.fr)

## SOMMAIRE

### 02 DOSSIER LE CONGRÈS DE BREST

02 Présentation de la problématique

03 Un regard européen : interview d'une structure belge

### 08 DOSSIER RÉFORME DES TEMPS ÉDUCATIFS

08 Une thèse sur les Projets Educatifs Locaux

09 Une évaluation des PEDT de septembre 2016 à mars 2017

### 11 NUMÉRIQUE

11 Faire réussir les élèves à l'ère du numérique

15 Le codage dans les écoles : en comprendre les enjeux dans la perspective de demandes de nouveaux équipements

### 17 ACTUALITES

17 Droits de l'Enfant : quand les villes s'engagent avec l'UNICEF

18 Les Pennes-Mirabeau : exemple d'une ville amie des enfants labellisée par l'Unicef

### 20 VIE DE L'ASSOCIATION

20 Le printemps de l'éducation

### 22 VIE DES RÉSEAUX RÉGIONNAUX

22 Atelier ANDEV lors des rencontres de l'Orme 2016 à Marseille

25 ans ANS DE L'ANDEV ! Poursuite des témoignages des compagnons de route : Claudine Paillard, Alain Rei, Corine Dupuy-Bonafy, Jean-Pierre Rabaux, Patricia Démoulière, Olga Dubost, Marie-Christine Portet-Salomon, Bernard Maillard, Caroline Guyet, Thierry Vasse

### 38 LECTURES

### 40 PROGRAMME CONGRÈS

## édito



Rozenn MERRIEN  
Présidente de  
l'ANDEV



## Bienvenue à Brest pour notre Congrès : « Parents, ville, école : construire une alliance éducative. Utopie ou réalité ? »

L'ANDEV, comme la plupart des mouvements pédagogiques et d'Éducation Populaire, considère que la recherche d'une alliance éducative se joue, sur un territoire, nécessairement avec les parents. Leur participation en tant que premiers éducateurs est ainsi réputée primordiale dans la réussite et l'épanouissement de leurs enfants. Alors, mobiliser les énergies autour de la question parentale devient une priorité partagée.

Si ce principe est communément accepté, sa mise en oeuvre sur les territoires est plus complexe !

En réunissant les différents acteurs de l'action éducative, ce congrès nous invite à interroger le pouvoir d'agir des parents, mais également à questionner ensemble nos pratiques professionnelles : Quel peut être le rôle du directeur de l'éducation pour que la parole et l'action du plus grand nombre de parents soient reconnues, entendues et légitimées au sein de la communauté éducative ? Quelle place sommes-nous prêts à leur céder dans la construction de nos politiques ? Plus largement, la participation des parents aux politiques éducatives locales constitue-t-elle un levier à la mise en oeuvre d'une démarche de démocratie participative ?

En espérant que les deux conférences introductives, la table ronde, les dix ateliers thématiques permettront à chacun de construire un parcours personnalisé, de partager de nouvelles expériences et approches, de renforcer et élargir son réseau professionnel, je vous souhaite un bon Congrès, et pour ceux qui ne peuvent être présents, je leur promets des actes écrits.

Rozenn MERRIEN,  
Présidente de l'ANDEV

# Présentation de la problématique

## « Parents, Ville, Ecole : construire une alliance éducative.

### Utopie ou réalité ? »

« Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants » : ce postulat qualifie le rôle des parents depuis des années dans les débats autour de la coéducation. L'école républicaine elle-même qui s'est construite à son origine contre la famille et sur la notion d'obligation scolaire, proclame aujourd'hui (et la loi de refondation de l'école le réaffirme) que les parents ont un rôle actif à jouer dans la réussite de leurs enfants. Pourtant cette affirmation d'un rôle premier ne va pas toujours de soi et elle est en réalité loin d'être partagée par tous. Les parents sont souvent vécus par les professionnels comme intrusifs, tout puissants, démissionnaires, démissionnés, opposés à certaines valeurs de laïcité... postures rendant difficile la construction d'un modèle de parents coéducateurs.

Parents coéducateurs... cette notion paraîtrait sans doute ahurissante si elle était exposée dans certains pays, ou si on la transposait ne serait-ce que 50 ans plus tôt en France. Ce sont en effet les parents qui ont dû déléguer une part de leur autorité, de leur responsabilité à des acteurs éducatifs en qui ils ont été sommés d'avoir confiance (enseignants, animateurs, professionnels de santé, culturels, artistiques...). Ils ont subi, dans le même temps, des règles imposées par la puissance publique : droits de l'enfant, protection des mineurs, objectifs éducatifs posés par les différents acteurs, règlements divers et variés... L'ensemble de ces dispositions s'impose naturellement à tous les acteurs éducatifs aujourd'hui et les parents sont contraints de les appliquer, même lorsque leur vision de l'éducation est très éloignée de ces préceptes. L'adhésion des parents à ces -à nos-règles est réputée acquise, par la loi, ou grâce à la signature apposée sur les documents que nous leur fournissons, malgré les limites bien connues de la contractualisation entre deux entités inégales (une institution, un parent).

L'ANDEV, comme la quasi-totalité des mouvements pédagogiques et d'Éducation Populaire, part du principe que sans les parents il ne peut y avoir d'alliance éducative. Pour autant, cet objectif est posé depuis plusieurs décennies sans jamais être atteint ce qui interroge les pratiques des professionnels et au-delà l'implication des élus locaux sur ce sujet. Travailler sur la notion de parentalité doit nous conduire à élargir notre vision de cet acteur éducatif protéiforme et du rôle qui est le

sien dans la communauté éducative: inégal socialement et culturellement, trop proche ou trop loin de l'école, il ne doit en aucun cas être envisagé uniquement sous la "forme" du délégué de parents d'élèves, trop réductrice. Une véritable alliance éducative ne peut être formée qu'avec les seuls parents volontaires...ni qu'avec les seuls professionnels volontaires. Ceux-ci, en miroir, présentent en effet les mêmes postures: trop loin, trop proche, intrusif, démissionnaire... Mobiliser les énergies autour de la question parentale doit devenir une priorité. Il s'agit de repositionner le pouvoir d'agir des parents en interrogeant nos pratiques dans les missions qui nous sont confiées. Comment le directeur de l'éducation, dans son rôle d'« ensemble éducatif » peut-il agir pour que la parole et l'action des parents soient reconnues et considérées dans la communauté éducative? Comment peut-il s'en faire le promoteur sans les interpréter et en faisant en sorte qu'elles soient recevables pour le reste des acteurs?

Nous entendons faire de ce congrès un point d'étape décisif pour contribuer à construire cette « alliance éducative » faite de droits et de devoirs, mais aussi de dialogue au service de la réussite de tous les enfants et adolescents.

### DES QUESTIONS POUR PROBLEMATISER LE SUJET ?

1. Est ce qu'on veut que les parents participent et pourquoi ? A quoi cela sert de laisser une place aux parents ? « Parents-citoyens » construire une alliance au service de nos politiques éducatives
2. Comment passer d'une place concédée dans le temps et l'espace à une logique de Co-Éducation ? La coéducation Professionnels/Institutions/Parents : Obligatoire ? Essentielle et pourtant si difficile ! Pourquoi ? Et Comment ?
3. Qu'est-ce que les parents sont en droit d'attendre des institutions ? Comment les professionnels peuvent-ils mobiliser les compétences des parents dans l'identification des besoins de leurs enfants, voire de tous les enfants pour mettre en œuvre des réponses adaptées ?

**Travail collectif sur le texte  
de base de Bernard Meyrand**

par le groupe de préparation du Congrès 2016

# Enfants, parents, institutions ... existe-t-il un mode d'emploi pour rire ensemble ?

## LE TÉMOIGNAGE D'UNE STRUCTURE PETITE ENFANCE BELGE ET DE SES RELATIONS AUX PARENTS

### Projet Petite Enfance d'un quartier précarisé d'une commune de la Région Bruxelles-Capitale

En 2002, c'est sur le constat décrit dans l'encadré ci-dessous, sur la base de besoins révélés à l'échelle du quartier, que s'est ouvert le projet dédié à la jeune enfance : «Liens de quartier petite enfance, asbl»<sup>1</sup>.

Il appartient aux milieux d'accueil dits « atypiques ». Il ne rentre « pas encore » dans une case correspondant exactement aux milieux d'accueil agréés par l'ONE<sup>2</sup> ou Kind and Gezin<sup>3</sup>, (les 2 organismes de référence belges pour toutes les questions relatives aux politiques de l'enfance).

Les valeurs prioritaires de « Liens de quartier petite enfance, asbl » sont les suivantes : le droit à l'accueil pour chaque enfant, le bien-être familial, le bien-vivre ensemble, l'égalité des chances, la solidarité, la lutte contre la pauvreté et la précarité. L'association a choisi un pari spécifique : placer l'institutionnel au service du familial, placer le parent en position forte et déployer une équipe pluridisciplinaire au service du projet dans sa globalité soit :

- Reconnaître les valeurs de chaque culture, renforcer la confiance du parent dans ses propres capacités, le valoriser en tant que premier éducateur de ses enfants,
- et bien sûr, offrir un cadre d'accueil qui correspond à ses besoins, qui facilite son organisation,
- Un cadre professionnel qui met en évidence des valeurs éducatives et sociétales.
- La rencontre de mondes différents qui se valorisent mutuellement.

En Belgique, la scolarité devient obligatoire à partir de l'âge de 6 ans. Les écoles maternelles

### Le constat

Il était une fois, dans une ancienne contrée de la Grande Gaule, un ancien village celtique... devenu grand.

Il était une fois une Capitale Nordique et Européenne du nom de Bruxelles. Une capitale qui n'a cessé de vivre des métamorphoses urbaines constantes, régulières, bousculantes.

Au sein de ses 19 communes, il y a la commune de Schaerbeek et au cœur de Schaerbeek, un quartier dénommé « la cage aux ours ». Vous avez compris, il n'a pas vraiment bonne réputation.

Ce quartier s'est développé principalement à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, début 20<sup>e</sup>. Des avenues au patrimoine architectural riche côtoient des rues aux maisons délabrées.

Lors de ces trois dernières décennies, la population locale s'est progressivement métamorphosée. Les familles bourgeoises d'antan ont pour la plupart quitté le centre-ville pour des quartiers plus aérés, pour les banlieues aisées.

Et le logement du centre de Bruxelles s'est petit à petit délabré, et la population de plus en plus appauvrie. La hausse des prix de l'habitat a amené vers ce quartier des familles aux valeurs quelques peu alternatives : des « bobos », des artistes et des familles au pouvoir économique restreint, à la recherche de loyers accessibles.

Une forte densité de population - liée à une émigration récente - s'est établie depuis des années, et continue à s'établir dans ce quartier « pauvre » où le nombre de familles avec de jeunes enfants y est important.

Les modèles familiaux y sont fort variés, tant par les cultures d'origine, les valeurs, les convictions, les religions, le pouvoir économique que par les évolutions des schémas familiaux. Familles classiques, éclatées, séparées, recomposées, monoparentales ... s'y côtoient

De nouvelles dynamiques urbaines ont vu le jour. Des subsides - fédéraux, régionaux, communaux - ont été accordés aux quartiers définis comme les plus vulnérables.

Le nombre croissant de naissances, le manque de places dans les crèches, la priorité de l'accueil pour les enfants de parents au travail ...

Nous observons de plus en plus de familles fortement fragilisées dans leur fonctionnement. La précarité, le déracinement, le chômage, la non-connaissance du terroir local, des langues nationales (français et néerlandais principalement), la recherche d'un revenu d'insertion, d'un cours de langue, d'une formation...

1. <http://www.liensdequartierpetiteenfance.be/>

2. <http://www.one.be/parents/accueil-petite-enfance/>

3. l'équivalent flamand de l'ONE

accueillent les enfants à partir de 2 ans et demi à 3 ans, selon le projet pédagogique de l'école ou le réseau (communal, libre). Les crèches, principalement, mais également d'autres milieux d'accueil de l'enfance répondent aux besoins criants d'accueil de la petite enfance, non couverts par les crèches. Certains de ces projets travaillent sur des finalités sociales

« Liens de quartier petite enfance asbl » a opté, dès le départ, pour des propositions de services complémentaires autour des besoins d'accueil et d'animation tant des enfants que des parents.

Depuis l'ouverture en 2002, plusieurs actions différentes sont proposées aux familles :

- Les services de halte-accueil (3 mois-3 ans)
- Le service d'accueil temps libre et les stages pour les enfants de 2,5-à 6 ans
- Le Lieu de rencontre enfants-parents accueille les enfants (0-6ans) accompagnés d'un adulte de confiance.

Avec le temps se sont ajoutées les actions suivantes :

- Les groupes de parole à l'égard des parents : principalement les R à T (Rencontres à Thème)
- Des activités familiales en extérieur des murs de l'association : des sorties culturelles, des excursions
- Les ateliers enfants-parents
- Les stages enfants-parents
- Un service social complète ces actions

## Le Public

### Le parcours (non exhaustif) de notre public :

– Je suis arrivée ici juste après mon mariage. J'arrive du Maroc. Je parle un dialecte marocain. Je ne parle pas encore le français. Je reste surtout à la maison. Mon mari travaille parfois, mais il est au chômage. J'ai accouché d'un premier garçon il y a 1 an, et j'attends mon deuxième enfant. Je ne connais pas d'autres personnes ici.

– Je suis seule avec mon enfant. J'ai la chance d'avoir un travail à temps partiel. Je suis également une formation.

– Je viens d'Afrique. J'ai dû fuir mon village pour cause de violence. Mon beau-père me maltraitait. J'ai accouché en arrivant en Belgique.

– Mon mari, mes 4 enfants et moi sommes arrivées récemment d'Espagne. Il n'y a plus de travail là-bas. Je parle Arabe et espagnol, mais pas le français.

### L'expression de leurs demandes :

– Je voudrais bien apprendre le français, mais mon mari préfère me voir rester avec les enfants à la maison.

– Je voudrais apprendre le français, mais ce n'est possible que si je trouve d'abord une solution d'accueil pour mon enfant.

– Je dois faire de multiples démarches administratives, mais je n'ai aucun moment seule, sans mon enfant.

– Je dois trouver un travail et aussi une école pour les plus grands.

– Je suis déprimée, j'ai besoin de temps pour moi...

– Mon enfant est difficile. Il ne m'obéit pas...

Hier, aujourd'hui, demain... c'est toujours la débrouille. Toujours l'urgence. Il n'y a pas assez d'argent pour terminer le mois. Que faire ? Qui peut m'aider ?...

C'est devant ces besoins repérés que « Liens de quartier petite enfance, asbl » s'est ouvert.

## Le fonctionnement

### Comment ces familles arrivent-elles à la structure ?

– Un jour, je découvre dans mon quartier, en passant devant la vitrine, un lieu où tous les jeunes enfants jouent... Il y a même des bébés.

– Ma voisine m'a passé l'adresse d'une « école pour les petits », pas loin de chez nous.

– Mon assistante sociale du CPAS m'a donné des adresses de milieux d'accueil pour mon enfant. Je dois essayer d'y trouver une place.

– Mon médecin m'a orientée vers ce lieu où on apprend la politesse aux enfants

– J'ai trouvé une halte-accueil. Ils peuvent accueillir mon enfant à temps partiel.

### Comment se présentent-elles ?

– Bonjour, je voudrais inscrire mon enfant, je commence ma formation demain. Vous avez une place ?

– Je ne me suis jamais séparée de mon enfant.

– Je ne comprends pas ce que tu dis. Je ne parle pas Français.

– Combien ça coûte par jour ?

– Mon enfant ne mange pas bien. C'est un problème ?

– Que font les enfants pendant la journée ?

### Comment y répond l'équipe de la structure ?

– Bonjour, entrez, quel est votre besoin ?

– Oui, je comprends, ce n'est pas facile de se séparer de son enfant. Venez d'abord au Lieu de rencontre enfants-parents. Et quand vous commencerez à la halte-accueil, il y aura d'abord une période de familiarisation. Cela nous permettra de faire connaissance ensemble. Vous nous présenterez votre enfant. Vous le connaissez. Vous nous direz ce à quoi nous devons être très attentifs. Vous viendrez au moins passer quelques moments avec votre enfant, avant de vous retirer.



Et si vous avez besoin de plus de temps, on le fera encore plus progressivement.

– Vous ne parlez pas français. Vous parlez Turc. Ce n'est pas grave. Nous allons téléphoner au service d'interprétariat. Madame XY viendra jeudi à 10h. Vous nous expliquerez alors votre demande.

– Le tarif est en fonction de vos revenus. La majorité des familles paient 2€ par demi-journée. Cela vous convient ?

– Désolée, il n'y a pas souvent de solution immédiate. Il faut vous inscrire sur la liste d'attente. Ensuite, il faudra passer au moins deux matinées avec votre enfant avant la séparation. Cela vous permettra, autant à lui qu'à vous, de se sentir un peu en sécurité. Vous saurez ce qui se passe ici pendant votre absence. Vous aurez vu le déroulement de la journée. Et votre enfant se sentira plus en sécurité, ce sera un lieu déjà investi par Maman.

– C'est vous, les parents, qui ramenez le repas pour votre enfant. Vous allez nous dire ce qu'il mange, comment vous lui donnez à manger ... Ici, c'est un milieu collectif. Il verra d'autres enfants manger. Cela l'influencera aussi. Manger avec d'autres enfants, c'est différent de ce qui se passe à la maison. On a aussi nos petites règles à respecter.

– Ca, c'est une chouette question. La journée s'organise sur des temps différents. Des temps libres, des temps organisés. Des temps d'accueil de jeux, de nursing, de repas, de sieste, de retrouvailles... Ensuite, vous serez toujours la bienvenue quand vous amenez et reprenez votre enfant. Ce sera un moment où nous pourrions partager : comment s'est passée la nuit, à la maison ? Ce qu'il a fait ici pendant votre absence...

#### **Quelques savoir-être et savoir-faire des agents d'accueil :**

- Ecouter la demande, l'accueillir
- Placer la demande, le besoin dans le cadre professionnel
- Créer le potentiel pour une relation de confiance
- S'assurer que le besoin et la proposition soient bien compris
- Respecter le parent dans son rôle majeur par rapport au tiers professionnel
- Informer les parents des missions, des actions...
- Inscrire le parent dans le projet d'accueil de leur enfant

Il est évident que tous les besoins familiaux n'arrivent pas à un succès de prise en charge. Nous constatons que le public dit « quartmondiste », actuellement plutôt de souche belge mais précarisé à long terme, n'arrive pas dans nos structures. Des hypothèses différentes peuvent se poser : l'incapacité de réaliser une démarche vers

le sociétal, vers l'autre, vers l'autre différent de sa propre identité sociale, le sentiment de honte de son vécu ...

Nous constatons également que, malgré tout, la majorité des familles qui fréquentent le MA a une certaine structure. Par exemple, les familles monoparentales sont moins représentées. Il nous semble que la démarche, soit symbolique, soit concrète, reste plus difficile à aboutir quand la structure personnelle est fortement atteinte. Certaines communautés semblent également trouver par leurs propres mécanismes des fonctionnements collectifs internes.

#### **Du côté des enfants et des parents**

Youssef, Fatoumata, Clément, Besim, Sofia et tant d'autres enfants sont maintenant accueillis et fréquentent l'association. Certains y sont même restés jusqu'à leur 6 ans. Souvent des fratries se côtoient dans l'association et le lien avec les familles perdure tout le temps de leur jeune enfance.

– Youssef est venu à la halte-accueil 3 fois par semaine. Sa maman a passé la fin de sa grossesse plus sereinement. La famille a trouvé un nouvel équilibre. Hanae, leur fille est née. La place de chacun dans la famille a évolué. Après avoir trouvé un espace pour lui, séparé de maman, ce lieu lui a permis de grandir, prendre du plaisir, d'apprendre à jouer avec d'autres enfants, d'être confronté à quelques règles de socialisation.

Youssef est rentré à l'école à un peu plus de 2.5 ans. La maman ne savait pas comment s'y prendre pour l'inscription. Elle a participé à une Rencontre à Thème sur l'entrée à l'école. Les pistes évoquées lui ont permis de prendre contact avec des écoles, de se confronter à la réalité de la scolarité et d'aborder la rentrée à l'école de son premier enfant sans trop de craintes. Bien sûr, elle a aussi pu partager ses questions avec l'équipe et a trouvé du soutien par les conseils donnés à l'Espace social.

Youssef continue de venir jouer le lundi après l'école et le mercredi après-midi. Il est accompagné d'autres enfants de cette école de grande proximité.

Des contacts peuvent se prendre à la demande des parents, ou sur la mise évidence de problèmes par un membre de l'équipe. Un travail de réseau peut alors s'enclencher seulement avec l'accord du parent.

– La maman de Besim n'a jamais connu la séparation avec son enfant. Il a 18 mois. Dans sa culture, ça ne s' imagine pas de devoir se séparer de son enfant

s'il n'y a pas d'obligation. C'est le rôle de la maman de rester à la maison, proche de son enfant et des besoins de son mari. De plus, sa belle-mère est bien présente pour lui rappeler les valeurs familiales. Pourtant cette maman ressent en même temps un besoin de quitter la maison, de rencontrer d'autres femmes. Cette maman est venue au Lieu de rencontre enfants-parents. Quel travail elle a dû faire sur elle-même. Accepter de partager son enfant dans un espace collectif, qu'il soit confronté à des risques, - glisser du toboggan, se faire mordre par un copain un peu trop gourmand, tomber sur le sol après une bousculade- qu'il s'éloigne d'elle- pas si facile- Heureusement une autre maman parlait la même langue qu'elle et a déjà pu lui faciliter son arrivée. Elles ont d'ailleurs décidé de suivre des cours de français dès que possible. Elles sont bien conscientes de l'enjeu pour suivre la scolarité de leur enfant. Les débats, animés naturellement par les femmes présentes au Lieu de rencontre et par l'équipe professionnelle, les ont convaincues progressivement.

– **Fatoumata** a un frère aîné et une jeune sœur. Son papa travaille pour la commune dans un service de propreté et sa maman reste à la maison. Elle s'occupe des enfants. Elle se sent souvent fort débordée. S'occuper des enfants, ce n'est pas facile. En plus, elle a des problèmes de santé, de diabète, qui la fatigue énormément. Ibrahim, son grand de 8 ans est venu aussi à l'association, mais il est trop grand maintenant. C'est difficile de trouver des activités qui lui conviennent. « Il doit bouger » a dit le docteur. Il est trop gros. Mais mettre des limites aux enfants, c'est très difficile. Les enfants n'écoutent pas la maman, ils craignent le papa, mais il n'est pas souvent présent à la maison. Et la maman reste avec sa difficulté d'autorité maternelle. Elle revient vers l'association pour en parler. C'est ici qu'elle a trouvé un ancrage, une confiance. Elle sait qu'elle peut parler. Il n'y aura pas de jugement, pas de solution toute faite non plus. Des temps de partage, des pistes élaborées avec elle, peut-être des orientations vers des services tiers. Dans la mesure du possible, la psychologue l'amènera vers ces autres lieux.

– **Clément** a maintenant 5 ans. Il est arrivé quand il avait juste 3 ans. Il venait d'entrer à l'école. Sa maman, en situation monoparentale, l'éduque seule. Bien sûr, ce n'est pas facile. Dès qu'il faut remplir des papiers concernant l'identité de son enfant, des parents, il lui est rappelé « l'absent ». Pour Clément, ce n'est pas évident non plus. Les copains, les copines parlent de leur papa. Lui, il ne peut pas parler de ce papa absent. La maman se débrouille pas mal. Elle a un boulot à mi-temps et se forme à une nouvelle profession. Mais éduquer seule un enfant, c'est aussi un poids au quotidien. Ici, elle a trouvé un sas. Elle peut aussi se parfois se détendre, parler de ses questionnements, de ses

doutes. Elle participe aussi volontiers aux sorties qui sont organisées.

– **Sofia** est arrivée récemment d'Espagne. A la maison, la famille mélange leur dialecte arabe et l'Espagnol. Ses grands frères ont été à l'école en Espagne. Les parents essaient de retrouver un emploi. Il leur faut absolument un lieu d'accueil pour Sofia, même en temps partiel. Ils se débrouilleront pour trouver des solutions complémentaires. Sofia fait partie de ses nombreuses familles qui arrivent en Belgique sans connaissance d'une des langues nationales. Pour les grands scolarisés, la problématique linguistique est présente immédiatement. Pour Sofia, si elle a la chance de fréquenter un milieu collectif, elle pourra découvrir, développer progressivement l'apprentissage d'un nouvel univers linguistique. Sans doute, quelques conseils seront partagés avec les parents. Leur parler de la langue du cœur, des émotions, qui est sans aucun doute la langue à parler avec leurs enfants. Et laisser les enfants parler la langue de communication dans ce nouvel environnement avec leurs animateurs, leurs professeurs... et bien sûr, si les parents ont l'occasion d'apprendre cette nouvelle langue, ce sera une facilité pour tous. Aussi bien dans le contexte de la recherche de travail, de formation, dans le suivi scolaire des enfants...

Des familles peuvent rester longtemps en circuit autarcique avant d'être plongées, par obligation scolaire, dans un bain sociétal.

Une problématique institutionnelle est que le nombre de places ouvertes, même si l'on tient compte de tous les MAE (Milieux d'Accueil de l'Enfance), sont de loin bien insuffisants, et principalement dans les communes, dans les quartiers les plus défavorisés.

Ces MAE atypiques doivent recevoir l'autorisation d'un des 2 organismes officiels pour permettre un accueil collectif des enfants, et se voient éventuellement reconnus via des appels à projets qui les financent très partiellement.

L'ONE est un des partenaires de réseau important dans l'accompagnement des familles plus vulnérables. Le lien de confiance tissé dans un lieu spécifique peut se transférer vers un autre lieu de prise en charge. Le succès de cette démarche est souvent lié à l'accompagnement physique de la famille par un membre de l'équipe vers ce lieu tiers.

L'équilibre financier des structures dites atypiques dépend de la capacité de chaque structure à obtenir suffisamment de subsides pour trouver annuellement l'équilibre financier correspondant aux besoins du projet.

Chaque projet a donc une identité différente, ce qui participe certainement à la richesse des projets.

Ainsi certains projets peuvent être considérés comme pionniers dans l'accompagnement proposé.

« Liens de quartier petite enfance » trouve donc son équilibre financier uniquement à travers la multitude des subsides reçus, certains par arrêté (annuel, triennal, quinquennal) liées à la Politique de l'aide à l'emploi (Actiris-Région Bruxelloise Maribel social, Maribel Emploi jeune), à la Politique sectorielle : la COCOF (commission communautaire française), à la Fédération Wallonie-Bruxelles, à la Commune, à l'ONE (halte-accueil, ATL (Accueil

Temps Libre & stages), Lieu de rencontre enfant-parent). Un partenaire financier qui continue à se révéler indispensable est la FRB (Fondation Roi Baudouin) qui, dans son rôle de mécénat, possède un fond financier important et lance des appels à projets régulièrement.

D'autres appels à subsides existent, dont certains liés aux Politiques Européennes. Leur accessibilité d'obtention est principalement liée à l'ISP (insertion socio-professionnelle) et à un accueil de l'enfant de type crèche, c'est-à-dire ouvert toute la journée.

« Liens de quartier petite enfance asbl » a fondé ses valeurs et intentions davantage sur l'enfant et la parentalité que sur la mise à l'emploi.

### Et si on terminait par 3 bonnes raisons de rire ensemble ?

#### Un rire jaune :

Les MAE (milieux d'accueil de l'enfance) à finalités sociales recherchent donc chacun leurs financements. Le tronc commun de ces projets est, outre la finalité sociale recherchée, l'accumulation de différents subsides liés chacun à sa propre logique institutionnelle. L'addition des différents subsides donne une addition de missions spécifiques à chaque Pouvoir Subsidiant et un cursus administratif bien pesant.

#### Un rire pour les professionnels que nous sommes :

Mais que croyiez-vous ? Qu'il nous serait possible de trouver un mode d'emploi évident, rationnalisant ? Que nenni, Il nous faudra, à chaque rencontre, accepter de repartir de chaque famille. Elles sont toutes différentes, et c'est la richesse de notre société.

#### Et un beau rire franc :

Quelle réjouissance de savoir que ces structures sociales jouent un vrai rôle sociétal pour tant de familles qui triment pour acquérir quelques droits et surtout voir leur enfant revenir chez eux avec un grand sourire épanoui sur leur visage et une fatigue digne à les mettre au lit sans tarder.

**« Afin de rire ensemble, défendons une véritable démarche humaniste pour l'égalité des droits de nos enfants d'aujourd'hui qui seront nos adultes de demain »**

**Interview de Marie Desmet**  
Fondatrice/Liens de quartier petite enfance asbl  
**par Janine Bouvat**  
Membre de la Commission Permanente  
de l'ANDEV (Août 2015)

## Une thèse sur les projets éducatifs locaux

Le 8 juin dernier, Véronique Laforets a soutenu une thèse de sociologie intitulée « L'éducatif local. Les usages politiques du temps libre des enfants ». La soutenance s'est déroulée à Chambéry devant un jury composé d'Agnès Van Zanten<sup>4</sup>, Philippe Estèbe<sup>5</sup>, Dominique Glasman (qui a dirigé la recherche)<sup>6</sup>, Francis Lebon<sup>7</sup>, Bertrand Ravon<sup>8</sup>, et Alain Vulbeau<sup>9</sup>. Nous avons inséré dans le précédent numéro de la communale le communiqué officiel sur ce travail. Véronique Laforets nous honore de quelques précisions :

« Alors que la dimension locale des projets éducatifs locaux est fortement valorisée tant par l'État que par les collectivités, cette thèse considère « l'éducatif local » comme étant la configuration que les PEL forment dans leur ensemble. Elle tire des généralités et identifie des mouvements de fond pour comprendre et estimer l'impact de leur émergence sur l'action publique à vocation éducative qui se déploie sur le temps libre des enfants et des adolescents. Pour cela, une importante enquête a été conduite au niveau national auprès de professionnels : directeurs de l'éducation, animateurs, coordonnateurs, etc. Plusieurs organismes, dont l'Andev, ont contribué à relayer un questionnaire par lequel ces professionnels ont été enrôlés dans la recherche comme autant d'observateurs de leur réalité locale. L'exploitation de 630 réponses est articulée avec une quarantaine d'entretiens, et une étude documentaire : archives municipales, rapports officiels, textes réglementaires, etc.

La thèse est présentée en quatre parties. La première, intitulée « La fabrique de l'éducatif local : des mouvements de jeunesse aux projets éducatifs locaux » est composée de trois chapitres et s'intéresse à la sociogénéalogie de l'éducatif local, successivement considérée du point de vue des associations, de l'État et des communes. Elle décrit les processus par lesquels le couple « associations – ministère de la Jeunesse et des sports » dont

relevait l'essentiel de l'action éducative locale a progressivement laissé la place au couple « communes – ministère de l'Éducation nationale ».

La seconde partie est titrée « Se rapprocher des acteurs. L'enquête et sa conduite ». Elle est composée d'un seul chapitre, présente les méthodologies de l'enquête et les divers matériaux recueillis.

La troisième partie, « L'éducatif local comme champ de luttes » s'intéresse à deux catégories d'intervenants : les élus et les professionnels qui font chacun l'objet d'un chapitre.

Enfin, une quatrième partie analyse « Les perspectives éducatives » en deux temps. Le chapitre 7 explore la manière dont s'élaborent les projets éducatifs locaux ; il aborde les différents types de ressources mobilisées et le fonctionnement des réunions de partenaires. Le chapitre 8 se centre sur la dimension strictement éducative de l'éducatif local. Il traite notamment des objectifs poursuivis par les projets locaux, la déclinaison de ces objectifs dans et hors des quartiers de la politique de la ville, et des publics concernés.

Au regard de l'importance et de la diversité des matériaux recueillis, les résultats de cette thèse sont nombreux. L'enquête pointe par exemple comment les préoccupations gestionnaires font obstacle à l'adaptation des PEL à la diversité des contextes locaux, et tendent, au contraire, à leur standardisation. Un autre résultat concerne leur difficulté à prendre en compte les besoins éducatifs des familles populaires, ceci étant autant dû au clivage entre les différents dispositifs proposés par l'État qu'à la capacité des catégories moyennes et supérieures à infléchir les projets municipaux. Ce travail montre également qu'en resserrant l'action publique éducative autour de l'école, la mutation des politiques municipales de l'enfance en PEL s'est accompagnée d'un recul, plus ou moins marqué selon les sites, des préoccupations qui concernent spécifiquement le temps libre des enfants et, surtout, celui des adolescents.

L'enquête et ses résultats seront présentés par l'auteure lors d'une commission permanente de l'ANDEV. »

4 Mme Agnès van ZANTEN, Directrice de recherches, CNRS, Observatoire Sociologique du Changement (Rapporteur)

5 M. Philippe ESTÈBE, Professeur associé au Conservatoire National des Arts et Métiers

6 M. Dominique GLASMAN, Professeur émérite de Sociologie, Université de Savoie Mont-Blanc, Directeur de thèse

7 M. Francis LEBON, Maître de conférence en Sciences de l'Éducation, Université Paris-Est Créteil

8 M. Bertrand RAVON, Professeur de Sociologie, Université Lumière Lyon 2

9 M. Alain VULBEAU, Professeur de Sciences de l'Éducation, CREF, Université Paris Ouest Nanterre La Défense (Rapporteur)



# Une évaluation des PEDT de septembre 2016 à mars 2017

Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative a commandité la réalisation d'une évaluation nationale des PEDT, centrée sur les temps périscolaires et sur la complémentarité éducative.

## Compte-rendu du comité de pilotage du 15 Septembre 2016 sur la méthodologie proposée

A la suite d'un appel d'offres, le groupement de sociétés «ENEIS-CONSEILS » et « Éducation ET TERRITOIRE » a été retenu pour mener à bien cette enquête qui se déploiera du mois de septembre 2016 au mois de mars 2017. Elle prévoit une étude quantitative auprès de toutes les collectivités signataires d'un PEDT et une étude qualitative auprès de certaines collectivités de cinq départements.

Ce travail donnera lieu à un rapport national qui sera remis au ministre chargé de la jeunesse au mois de mars. Un ensemble de préconisations y sera adjoint et permettra aux services de l'Etat et aux partenaires éducatifs chargés des politiques éducatives locales de conforter l'accompagnement des collectivités vers un renforcement qualitatif des activités périscolaires et un approfondissement de leur complémentarité avec les autres temps de l'enfant.

Un comité de pilotage est mis en place afin de suivre les travaux de l'évaluateur. Ce comité, qui a vocation à réunir la diversité des partenaires éducatifs œuvrant pour la réussite des PEDT, a sollicité l'ANDEV compte-tenu de son implication dans la mise en œuvre des PEDT.

**92% des collectivités ont un PEDT soit 96% des élèves scolarisés sont concernés.**

Le Ministère entreprend de mesurer l'impact de cette réforme des rythmes scolaires sur le périscolaire. Il retient le concept d'une « éducation conjuguée » employée par Françoise Cartron

dans son rapport sur la mise en place des projets éducatifs territoriaux (PEDT) rendue publique en mai 2016.

En connaissance des nombreuses enquêtes déjà publiées [1], le Ministère souhaite que l'étude parte de cet existant, avec des questionnements et actions sur :

1) ce qui apparaît déjà comme les points positifs de cette réforme :

- L'accroissement de la qualité des activités
- Le renforcement des démarches partenariales

2) Et son corolaire : l'inégalité des publics et des territoires.

3) Seront également abordés :

- La professionnalisation des agents
- Les ressentis locaux avec leur mise en perspective

Cette enquête appartenant à Jeunesse et Sports, il nous est demandé confidentialité sur les travaux qui seront exposés durant les groupes de travail, tant que leur publication n'aura pas été validée.

Elle doit être remise à leur Ministre avant le 31 mars.

Un questionnaire partira en direction de toutes les collectivités ayant un PEDT dès octobre. Parallèlement, une étude spécifique sera menée sur cinq départements où ont été repérés des déséquilibres de situation : Haute-Garonne, Sartre, Vosges, Val d'Oise et Manche.

Notre comité de pilotage se rencontrera 4 fois dans l'année :

– Jeudi 15 septembre 2016 : Présentation des cabinets d'études retenus :

- ENEIS-CONSEILS Cabinet garant de la méthodologie
- Éducation ET TERRITOIRE Cabinet spécialiste des études des politiques éducatives

– Jeudi 15 décembre 2016 : présentation des rapports intermédiaires

– Jeudi 2 Février 2017 : présentation des rapports intermédiaires

– Jeudi 30 mars 2017 : Restitution finale

Après la présentation des cabinets d'études, un échange s'opère avec les membres du comité de

pilotage présents sur les éléments suivants :

- demande d'explorer l'extension du PEDT en cohérence avec le projet d'école et jusqu'à l'extra-scolaire
- proposition de regarder le fonctionnement des comités de pilotage du Finistère et du Gers
- demande de pouvoir communiquer certains éléments aux rencontres des PEL des 7 et 8 mars 2017 à Brest
- demande d'évaluation sur le temps périscolaire global (pas que NAP)
- demande d'analyse sur ACM (déclaré sur NAP et souvent pas sur autres temps périscolaires)
- questionnements sur glissement d'activités des temps scolaires vers temps périscolaires

**Les objectifs de l'Etude sont rappelés :**

- mesurer l'écart entre les ambitions initiales et le réalisé
- formaliser des préconisations au ministère et au GAD
  - a) Effets opérationnels
    - Hausse de la fréquentation du périscolaire
  - b) Effets qualitatifs
    - Répartition des rôles
    - Définition d'une politique éducative
    - Diversification et amélioration de la qualité éducative des territoires
    - Démocratisation des activités
    - Professionnalisation des intervenants

Quant aux publics, la prise en compte de l'avis des enfants sera recherchée.

Nouvel échange avec le comité de pilotage :

- Questionnement sur le portage avec peur d'un recul de la prise en compte des inégalités du fait que la Loi Nôtre ait redescendu les questions de politiques éducatives au local
- Analyse systémique du vendredi (communes ayant fait ce choix par calcul financier par rapport au fond de soutien qui ne s'effectue pas sur les présents)
- Questionnement sur l'emboîtement des échelles (remarque de la CNAF)
- Préconisations sur la composition du GAD afin de permettre des constats plus partagés
- Suggestion de prioriser les études des PEDT des villes parties en 2013 car ont écrit leur deuxième PEDT, ce qui doit permettre d'étudier concrètement leurs réajustements.

– Déterminer les atouts, les difficultés, les marges de progrès

En janvier 2017 : Enquête qualitative sur 20 collectivités

**par Janine Bouvat**  
**Vice-présidente de l'ANDEV**

[1] Rapport de Françoise Cartron  
Enquête CNAF  
Enquête AMF  
Enquête ANDEV plus celles des mouvements d'Éducation Populaire

**Du 10 Octobre jusqu'au 18 novembre : lancement du questionnaire en ligne durant six semaines à remplir par le référent PEDT**

# Faire réussir les élèves à l'ère du numérique

Les collectivités territoriales jouent un rôle majeur dans le cadre de la politique éducative, rôle reconnu par la Loi de la refondation de l'Ecole du 8 juillet 2013. Elles sont au carrefour d'enjeux divers tels que bien entendu le numérique, l'attrait des territoires, l'égalité - et peuvent fédérer un ensemble d'acteurs éducatifs qui n'ont pas toujours les mêmes intérêts et pas nécessairement la visibilité des problématiques de chacun.

Or, une politique numérique se construit à plusieurs; plus qu'un partenariat, il s'agit d'actions combinées sur des réflexions communes au bénéfice des enfants et des familles.

## 1. État des lieux national

Le vœu est formé que nous soyons loin de la maxime de 1833 « à l'état le spirituel, à la commune le matériel ».

Mais aujourd'hui, quelles sont les réalités ? Quels sont les engagements des communes ? Quelles sont les priorités des communes ? Pour répondre à ces questions l'ANDEV s'attache à recenser ces éléments et réaliser des enquêtes.

Nous en avons réalisé une en juin 2016 : 38 collectivités ont répondu avec des strates allant de 5 000 à 170 000 habitants, la moyenne étant de 58 000. On a ainsi un paysage de 2 229 classes maternelles et 3 745 classes élémentaires. Ci-dessous quelques extraits de cette enquête :

Le taux d'équipement en maternelle :

- en moyenne, un peu plus d'un ordinateur par classe
- en moyenne, une tablette pour 4 classes
- l'équipement en TNI est très disparate, on remarque que certaines villes ont équipé de manière globale leurs écoles

- 4 villes sur 38 ont mis en œuvre un ENT

Le taux d'équipement en élémentaire :

- en moyenne, un peu plus de 2,5 ordinateurs par classe
  - en moyenne, une tablette pour 2 classes
  - 40 % des classes sont dotées en TNI
  - un peu plus de 10 % des élèves ont un accès à un ENT
- la programmation d'équipement est donc réali-

sée sur des choix techniques tournant autour de la nature des équipements, le nombre et le type d'utilisation, le mode d'installation et le renouvellement.

On constate aussi que le choix varie selon l'académie et relativise la notion de ratio par rapport au nombre d'ordinateurs. On est aujourd'hui sur la création de classes mobiles qui permet d'obtenir un équipement plus élevé par élève (après être passé par la salle informatique et 2-3 ordinateurs en fond de classe).

On peut retenir trois tendances pour les critères des choix des dotations :

Une répartition équitable entre les établissements, pondérée parfois par une discrimination positive au profit des écoles en REP ou en REP+.

L'utilisation d'appels à projets pour garantir une réelle implication des acteurs dans l'utilisation des matériels au profit des enfants.

Ou tout simplement une combinaison des choix.

63 % des villes ont fait le choix de la maintenance en régie du matériel informatique

62 % ont un partenariat avec les services de l'Éducation nationale sous forme de convention, de règlement ou de concertation.

11 % des villes participent à la formation des enseignants

## 2. Le numérique, un sujet à investir pour interroger les politiques éducatives et le modèle d'école et de société que nous voulons tous ensemble pour demain

### Pour le Service Public de l'Éducation nationale, le numérique interroge :

- Sur la finalité de notre politique éducative - le numérique est-il par exemple un acteur de la réussite de tous ou un outil de lutte contre l'échec scolaire ?
- Sur les pratiques pédagogiques et les outils des enseignants dans les échanges que nous avons avec les enseignants.
- Sur l'accompagnement des équipes : quelle formation ? Qui s'occupe de la logistique et du matériel ?
- Sur les inégalités des territoires dans l'accès

aux TICE, dans les dotations en matériel et logiciels sur le plan national.

- Sur la place des parents dans cette politique car on pourrait avoir tendance à les oublier, et pourtant ils sont les premiers éducateurs. Les collectivités ne peuvent faire l'impasse de penser aux familles qui n'ont pas accès à Internet en termes de ressource physique ou de savoir-faire. Et la solution se trouve sans doute dans l'ouverture des établissements, la mise en libre accès des ordinateurs, avec une assistance et un accompagnement. Le débat est ouvert.

### **Pour les collectivités territoriales, le numérique doit conduire :**

- A la mise en perspective de l'ensemble des politiques sectorielles au-delà du seul cadre scolaire (petite enfance, enfance, jeunesse, culture, information et documentation, emploi, sécurité...) et à leur inscription dans un projet éducatif global.
- A une réflexion sur la conception des équipements scolaires de demain (avec l'inclusion en leur sein d'établissements d'accueil du jeune enfant, la participation des usagers) et la mise en place d'un réseau global territorial entre équipements publics (médiathèques, écoles, ALSH, maison de l'emploi, point cyb... et le domicile des familles).
- A une réflexion sur le service rendu.
- A s'interroger sur la faculté de mutualiser des matériels. Certes ouvrir l'école et utiliser les ordinateurs en dehors du temps scolaire est compliqué mais investir autant pour 140 jours par an d'utilisation est-ce raisonnable, quand l'argent public devient rare ? La pérennité des investissements est une question primordiale !

### **3. Le numérique, un sujet au cœur de la co-éducation qui interroge les modalités de collaboration entre acteurs éducatifs**

Situer le développement de la politique numérique au cœur de la coéducation est un sujet complexe. Il fait apparaître des enjeux fondamentaux pour notre système éducatif avec, d'une part, le problème de gouvernance partagée entre Etat et Collectivité et, d'autre part, les modalités de collaboration et de partage entre acteurs, voire de mutualisation, mais aussi les problèmes d'inégalités territoriales.

Comme en matière de fournitures scolaires, les manuels scolaires, l'équipement informatique des écoles, n'est que de la compétence optionnelle des collectivités soit pas une charge obligatoire.

La décision de principe d'équiper les écoles pour

l'équipement informatique repose sur une volonté politique locale forte de développer le numérique dont le passage du B2I aura été un des supports des demandes de l'Éducation nationale. L'engagement local constitue un des leviers structurants d'une politique éducative locale globale.

### **Six points ont été retenus pour la réussite des projets numériques :**

- La reconnaissance et le respect de l'ensemble des acteurs – encore faut-il se connaître !
- La définition de modes de collaboration - comment travaille-t-on ensemble ?
- Le partage d'un diagnostic initial.
- La définition d'objectifs partagés - lorsque ces 4 premiers points sont déjà pris en compte, c'est plus facile.
- Avoir des temps et des espaces de rencontres entre membres de la communauté éducative.
- Avoir des critères d'évaluation.

### **Pour nous l'État doit :**

- Veiller au respect des équilibres territoriaux et lutte contre les inégalités,
- Favoriser les innovations pédagogiques et encourager les volontés des acteurs de terrains,
- Fixer des objectifs et développer un projet éducatif national numérique,
- Mettre en place des conventions locales (académie, régions, département, interco, commune) pour organiser une coopération efficace telle que la définisse les partenaires du numérique éducatif<sup>10</sup>
- Et laisser du temps au temps. Stop aux annonces multiples, pensons « développement durable » !

### **De leur côté, les collectivités territoriales doivent :**

- Développer un projet éducatif local global prenant en compte les bassins de vie ; c'est un espace territorial à préciser, qui est très différent entre les villes et les zones rurales. Chaque territoire a ses particularités, ses atouts- et nous préférons parler de différences, plutôt que d'inégalités - ces différences qui sont à la base de la richesse et de la diversité des territoires.

- Fédérer les initiatives au niveau local (enseignants, services, entreprises...) et animer des comités de pilotage locaux. Un exemple : les collèges et lycées ont des ENT, certaines écoles ont un ENT ; la mairie a un espace famille, qui prend également

<sup>10</sup> <http://eduscol.education.fr/cid92010/le-comite-des-partenaires.html>



en compte le temps « hors scolaire » ; le Conseil Départemental gère autrement et ailleurs la demi-pension, les transports scolaires etc... Au final les familles ont plusieurs identifiants différents, plusieurs cartes magnétiques ou à puce, différents sites pour se connecter alors qu'on parle de plus en plus de guichet unique à l'heure du numérique ! Il y a dans ce domaine encore beaucoup à faire.

#### **4. Le numérique, un outil qui peut être un levier de changement et qui devrait permettre de mieux remplir certaines missions parfois moins connues :**

- l'enseignement à domicile
- les enfants malades absents de l'école
- les enfants nomades
- les élèves handicapés qu'ils soient accueillis à l'école ou dans les établissements spécialisés.

Et ainsi participer à la réussite de tous les élèves !

#### **5. Le numérique, un outil au milieu d'autres, mais qui mobilise les élus ... et qui coûte relativement cher**

- Les politiques numériques sont pour les Elus un levier véritablement structurant d'une politique éducative locale globale. Ce n'est pas une politique en soi - c'est une politique intégrée dans une politique éducative inscrite dans un projet éducatif du territoire. Développer le numérique pour les Elus est donc un vrai choix de politique éducative.

- Les Elus sont très attachés à « leur » école, les relations qu'ils entretiennent avec elle reposent sur des liens séculaires. Au-delà des demandes sociales et politiques en faveur de la proximité, ils ont conscience que des équipements de qualité peuvent aussi retenir les enseignants et les familles et participent à l'attractivité des territoires.

- Ils ont aussi l'ambition de donner aux élèves un enseignement et des moyens de très bon niveau, de permettre aux enfants, notamment dans les communes rurales, de vivre dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec les mêmes chances que les enfants des communes urbaines.

- Quant à l'outil numérique particulièrement et sachant qu'il peut améliorer la pédagogie et participer à l'apprentissage sous ces différentes formes, voire le faciliter, il devient un véritable enjeu :
  - pour l'égalité des chances,

- pour la réussite scolaire, en développant le numérique et en mettant à disposition des outils performants, on développe du plaisir, mais aussi de l'appétence aux apprentissages, qui favorisent la réussite scolaire, en réduisant les risques de décrochage,

- comme outil d'intégration sociale, car tous les enfants partagent le même attrait pour les TICE, en mettant des outils à disposition des élèves, on donne les moyens de les mettre en confiance, de leur redonner le goût et l'envie d'apprendre.

#### **6. Quelques clés de la réussite du numérique**

- Une politique du numérique nécessite de savoir comment, pourquoi on achète, avec quel budget, selon quel équilibre, comment on les renouvelle, avec quels partenariats ?

- Définir le bon niveau local de pilotage et donc le périmètre géographique qui renvoie à la question du projet éducatif local.

- L'ambition d'un développement des TICE à l'école a plus de sens s'il s'inscrit dans un projet éducatif territorial, garantissant la continuité éducative dans la gouvernance, l'espace et le temps, lui-même inscrit dans un projet de société.

- Le point qui suit est un souhait qui ne verra peut-être jamais le jour mais se poser la question peut aider au changement : définir les champs de compétences et les engagements des acteurs avec un cadre national fixant le niveau d'équipement et de mise à disposition des réseaux et leur financement pour les collectivités territoriales - et pour l'état la définition d'une politique d'enseignement par le numérique, associée à des formations initiales et continues pour les enseignants et participer au développement d'outils numériques ; le réseau Canopé (Sceren CNDP) peut accompagner efficacement.

- Peut-être en commençant à établir un cahier des charges ou recueil de bonnes pratiques, en veillant à respecter la richesse des territoires, leur diversité et notamment leurs différences.

- Et peut-être encore un rêve : la réalisation d'une feuille de route globale au plan national : un plan numérique pour l'école permettant pour toutes les communes, dans le cadre de conventions de partenariat Etat et collectivités territoriales, de mettre en œuvre des efforts concertés pour former les jeunes.

Il est fondamental d'inscrire un projet numérique combinant le projet d'école et le projet du péri et de l'extrascolaire dans le projet éducatif de la commune, élaboré avec l'ensemble des acteurs concernés et dans le respect des ressources de chacun.

Il faut notamment tenir compte que l'élève va passer de l'école maternelle à l'école élémentaire, puis au collège et au lycée d'où la nécessité de continuité territoriale. La nouvelle liaison CM2 – 6ème devrait dynamiser cette prise en compte. Le développement numérique nécessite cohérence et articulation d'un projet numérique de la commune avec celui du collège mis en œuvre par le département et celui du lycée mise en œuvre par la région. Dans la nouvelle réforme territoriale annoncée, les régions devront gérer les collèges et les lycées, participant ainsi à la réduction de ces fractures.

### **La continuité éducative est nécessaire aussi dans tous les temps**

Les politiques éducatives des communes étant complémentaires de l'école, l'apprentissage et l'accompagnement des enfants pour un usage critique et responsable des outils numériques doivent se faire aussi autour de l'école autant que dedans.

Fortement présents sur les territoires que ce soit l'accompagnement scolaire dans le cadre des CLAS, les études surveillées sur les territoires de droit commun, ou encore les actions menées dans le cadre de l'accompagnement éducatif sur les territoires de la politique de la ville (PRE ou encore contrat urbain de cohésion sociale), et n'oublions pas les NAP - toutes ces actions ouvrent un large éventail de possibilités de découverte ou de perfectionnement à l'usage utilitaire ou créatif des outils du numérique, qui doit là aussi s'inscrire dans un projet éducatif sur tous les temps de l'enfant. Il ne faut donc pas oublier de prendre en compte cette notion cruciale de polyvalence des matériels.

Nous l'avons dit tout à l'heure, le rôle des parents est primordial mais faut-il qu'ils en aient tous les moyens - d'où cette idée d'ouverture des établissements scolaires sur les temps extra-scolaires, en reprenant l'idée que l'école doit être un lieu de vie.

Mais rien ne peut se faire sans la formation des accompagnants et l'ANDEV continue à croire que des formations communes aux enseignants et animateurs TICE des collectivités et de l'Éducation nationale seraient très bénéfiques. Ces temps de rencontres manquent !

## **7. Quelle peut être l'efficacité du système éducatif au travers du prisme du numérique ?**

Si le développement du numérique apparaît aujourd'hui comme un moyen de faire évoluer le système éducatif, participe-t-il à l'efficacité du système éducatif et contribue-t-il à la réussite scolaire ? Faut-il en faire une priorité ? Aussi importante que celle de l'organisation des rythmes scolaires ? On peut peut-être trouver une réponse dans le dernier livre d'Emmanuel Davidenkoff, « le Tsunami numérique », qui pense que, pour l'école, les avancées numériques sont en train de changer l'enseignement.

Il est cependant nécessaire aujourd'hui de penser une refondation de l'école autour du triptyque « valeurs, attentes et réalités » en matière éducative.

**Par Nicolas DEBUCQUET**

Directeur de l'Éducation, Ville de Cholet / Communauté d'Agglomération du Choletais.

**et Jean Michel MACAULT**

Directeur de l'Éducation, Enfance, Ville d'ANGERS

## Le codage à l'École : en comprendre les enjeux dans la perspective de demandes de nouveaux équipements

La presse s'en est fait l'écho depuis plusieurs mois, dès l'annonce des nouveaux programmes de l'école et du collège, un autre langage s'ajoute aux langages familiers de l'enseignement scolaire, le code informatique : « `if (int x = std::rand())` ». Alors que cette formule n'évoque pas grand-chose chez la plupart des adultes, les jeunes générations seront bientôt enclins à utiliser ce nouveau langage régulièrement.

Effectivement, suite au rapport de l'Académie des Sciences de mai 2013<sup>11</sup>, **le code a fait son entrée dans les programmes scolaires**. Un virage dans un système qui s'est longtemps fondé sur l'idée qu'il n'était pas nécessaire de comprendre ce qui se passe derrière les écrans et qu'il suffisait d'apprendre à les utiliser. Former uniquement les élèves aux usages du numérique, reviendrait à réduire le numérique à un simple outil dont on apprend à se servir. Le risque identifié est de faire des élèves des clients passifs alors que l'on cherche à former des citoyens avertis, capables de maîtriser les outils et la technologie qui changeront les manières d'agir à tous les niveaux.

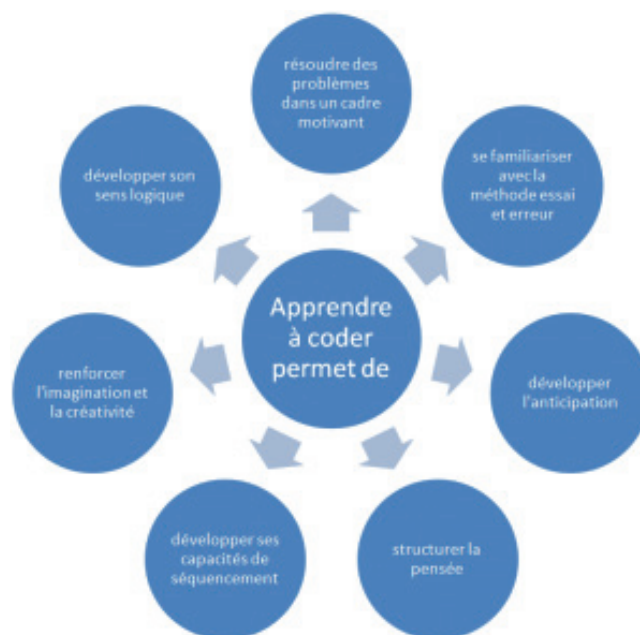
L'initiation commence dès l'âge de 6 ans, même si plusieurs initiatives et formations développées concernent déjà le cycle 1 et les enseignants d'écoles maternelles. Un peu en CP, CE1 et CE2, et surtout à partir du CM1. **Les élèves apprennent désormais à « programmer les déplacements d'un robot ou d'un personnage sur écran » ou à « construire une figure simple »**. Au collège, le code devient un thème des programmes de mathématiques et de technologie. Le but est d'être capable d'« **écrire, mettre au point et exécuter un programme simple** ». Au brevet 2017, l'épreuve de mathématiques et sciences comportera obligatoirement au moins un exercice d'algorithmique ou de programmation.

« L'idée n'est pas de former des spécialistes, mais d'apporter aux élèves des clefs de décryptage du monde numérique, de les **amener à voir l'informatique autrement que comme une pensée magique à laquelle on n'aurait pas accès** », explique Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire au ministère de l'éducation nationale.

Bien plus que le code, geste technique de traduction, la tâche intellectuelle que sollicite la programmation met en valeur les capacités des élèves. Pour cela de nombreux outils à interface graphique existent, permettant à tous de réussir par quelque moyen que ce soit. De plus ces outils permettent de s'initier à la lecture du code en vue d'une passerelle collège-lycée, et ainsi instruire tous les élèves à la découverte raisonnée de la programmation.

Coder en classe revient à utiliser un langage de communication et donc à utiliser un alphabet, des règles de construction, de syntaxe pour produire, créer, tester, valider afin de permettre aux élèves de comprendre et interagir avec leur environnement à travers des activités accessibles et collaboratives.

Ce que l'apprentissage du code permettra donc



Illustrations pour une vision plus concrète

Comme les notions de langage et d'information, la notion d'algorithme peut s'aborder par des activités « débranchées ». L'initiation peut commencer par l'identification d'algorithmes simples que les élèves utilisent tous les jours : pour s'habiller il faut mettre son tee-shirt avant son pull ; pour faire une tarte aux pommes, il faut mettre les pommes avant la cuisson de la pâte, mais pour une tarte

<sup>11</sup> [http://www.academie-sciences.fr/pdf/rapport/rads\\_0513.pdf](http://www.academie-sciences.fr/pdf/rapport/rads_0513.pdf)

aux fraises, il faut mettre les fraises après la cuisson. » (...)

La notion d'algorithme est une formidable opportunité de relier l'informatique aux autres disciplines enseignées à l'école telles le français, les mathématiques ou les travaux manuels, car beaucoup des connaissances enseignées dans ces disciplines se formulent sous la forme d'algorithmes (...). Ces notions peuvent être introduites de manière ludique. On peut, par exemple, proposer un langage pour coder un petit dessin en noir et blanc : il faut pour cela décomposer le dessin en pixels, puis coder chaque pixel, qui est ou bien noir ou bien blanc, par un bit. Par exemple, en supposant que 1 code pour un pixel noir et 0 pour un pixel blanc, la suite de vingt bits 11111000111100011111 représente un dessin bi-dimensionnel : »

1 1 1 1 ou encore

1	0	0	0		■	■	■	■
1	1	1	1		■			
0	0	0	1		■	■	■	■
1	1	1	1					■
					■	■	■	■

Un algorithme est donc un ensemble d'instructions qui permettent d'obtenir un résultat donné (c'est la description précise de la manière dont on peut arriver à un objectif fixé au préalable).

Apprentissage qui se fera donc désormais, en classe, en appui sur les programmes scolaires : « Explorer le monde, construire les premiers outils pour structurer sa pensée » au Cycle 1 ; « Espace et géométrie, Éducation physique et sportive, Mathématiques » au Cycle 2 ; « Mathématiques, Sciences et technologie » au Cycle 3, et les compétences identifiées dans le socle commun : « les langages pour penser et communiquer ; les méthodes et outils pour apprendre ; la formation de la personne et du citoyen ; les systèmes naturels et les systèmes techniques ; les représentations du monde et l'activité humaine ».

### Des conséquences budgétaires pour les collectivités ?

A n'en pas douter, ce nouvel élan générera très prochainement des demandes d'équipements spécifiques en appui sur les formations et expérimentations actuellement à l'œuvre à destination des enseignants (y compris de maternelle), afin de relever ce défi de l'apprentissage du code à l'école.

En parallèle à ces nouvelles instructions, l'essor de nouveaux outils de programmation de type logiciels pour ordinateurs ou tablettes et **robots programmables** (Scratch, Thymio, Beebot...), laisse à penser que ces matériels seront très bientôt intégrés aux demandes d'équipements des équipes enseignantes, si ce n'est déjà le cas...

De nouveaux choix budgétaires en perspective, à opérer en concertation avec les IEN, sans oublier la possibilité d'une utilisation sur les temps périscolaires comme c'est déjà le cas pour d'autres matériels !

**par Thierry VASSE,**  
Vice-président de l'ANDEV  
DGA Éducation Enfance Jeunesse  
Ville d'Orvault (44)

en appui sur l'équipe des Conseillers  
pédagogiques au numérique éducatif  
de la DSDEN44



## **Le 20 novembre a été fêté le 27<sup>e</sup> anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE). Droits de l'Enfant : quand les villes s'engagent avec l'UNICEF**

Outre sa mission de sensibiliser le public, les institutions, les médias, les leaders d'opinion et les acteurs économiques français à la situation des enfants dans le monde, de contribuer à l'éducation des jeunes à la solidarité, de collecter des ressources pour contribuer aux actions de l'UNICEF, l'Unicef, veille au respect de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant en France.

### **Quels peuvent être les apports d'un partenariat entre la commune et l'UNICEF ?**

L'histoire commence toujours de la même façon : un responsable de l'UNICEF va voir l' élu, le convainc que tout ce qu'il réalise en faveur de l'enfance et de la petite enfance peut rendre la commune éligible au label « Ville Amie des Enfants » porté par l'UNICEF, que cela permettra de valoriser ce qui est fait et de l'inscrire dans un processus national, voir international... Et l' élu, frétilant de bonheur, confie le dossier au service éducation qui justement était en manque de dossiers !

Alors là deux options et des variantes s'offrent au service : faire le dossier (constitué de 10 fiches thématiques, d'un tableau de bord et d'un plan d'action annuel), faire délibérer le conseil municipal quand la demande est agréée par l'UNICEF, obtenir le label et organiser une cérémonie officielle, mettre le logo « ville amie des enfants » et passer au dossier suivant, ou s'impliquer à fond dans le dispositif.

Ceux qui s'impliquent y trouvent un appui pour mettre en cohérence les actions locales et par exemple créer un fil conducteur entre les fêtes des crèches, des centres de loisirs et autres festivités annuelles comme la Journée des droits des Enfants le 20 novembre. Ils s'en servent aussi pour mener des actions de formation entre les agents des différents services.

L'apport de réflexion et d'outils peut se retrouver sur le terrain, ainsi du matériel ludique a été réalisé

dans des centres de loisirs (jeux de l'oie sur les droits, la situation des enfants dans le monde, ...) par des animateurs à l'issue d'une formation.

Pour les enfants et les familles, ce partenariat est un atout évident : « Certaines familles aubagnaises ont découvert le rôle de l'Unicef et ont été sensibilisées à la situation des familles dans le monde et surtout les enfants : des collectes ont été faites dans les crèches et centres de loisirs (livres, vêtements, matériels scolaires, jouets...) » nous déclare Dominique Descamps, maintenant retraitée de la Ville d'Aubagne engagée dans le dispositif depuis 2003.

Au-delà du cadre local, le réseau des « Villes amies des Enfants » est un bel outil pour confronter ses réflexions et ses actions à celle d'autres collectivités.

**Par Claire Britten**  
Membre de l'ANDEV

Pour en savoir plus :  
<http://www.villeamiedesenfants.fr>  
<https://my.unicef.fr/contenu/decouvrez-myunicef>

#### **Pour plus d'informations**

vous pouvez joindre également nos collègues de l'ANDEV dont la ville est Ville amie des enfants, par exemple : à Alès, Aubagne, Brest, Cholet, La-Roche-Sur-Yon, Le Havre, Lille, Lyon, Nantes, Nîmes, Perpignan

## Les Pennes-Mirabeau : exemple d'une ville labellisée amie des enfants par l'Unicef

La ville des Pennes Mirabeau est labellisée «ville amie des enfants» depuis 2005 grâce à la volonté de son maire, Michel Amiel. La ville avait été sollicitée par le Comité Unicef des Bouches-du-Rhône. Le service municipal de la cohésion sociale a été alors le porteur du dossier et plus particulièrement la responsable jeunesse chargée de rédiger le dossier de demande de labellisation. A partir de 2009, pour les 10 ans de la convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), la ville a souhaité organiser une manifestation annuelle afin de promouvoir et faire vivre la convention.

### Projets menés

Dès le départ le partenariat a été fort entre les services municipaux : toutes les crèches, les ALSH et les écoles ont joué le jeu pour organiser une journée ludique avec différents stands qui devaient obligatoirement être rattachés à un des articles de la CIDE. Au fil des années les animations autour de la date anniversaire ont évolué notamment par des créations plastiques avec une artiste plasticienne. Ainsi ont été réalisés douze tableaux (1Mx1M) par des enfants de 3-8 ans qui ont décliné les droits de l'enfant et par les 8-12 ans, ont été créés 5 totems (2Mx1M) pour les 5 continents. Ces œuvres ont été alors demandées par le Conseil Général des Bouches-du-Rhône afin d'être installés lors de la journée anniversaire organisée dans leurs locaux.

En 2014, la junior association « Zap'Ados », la seule que compte notre ville, forte de ses 10 adhérents, a travaillé avec deux animateurs à la réalisation d'un Journal Télévisé de près de 20 minutes. Ce journal TV présentait différents reportages effectués par les jeunes. L'objectif était là aussi de mettre en avant différents articles des droits de l'enfant. Pour ouvrir ce journal TV de façon originale, David Pujadas (France 2) a gentiment accepté, avec toute son équipe, de faire l'ouverture à l'identique de sa propre émission pour l'introduction qui dure 25 secondes. <http://www.dailymotion.com/video/x2cedpm> 25<sup>e</sup>-anniversaire-des-droits-de-l'enfant school

En 2015, un groupe de 12 adolescents a passé une semaine pour parler des droits de l'enfant avec différents intervenants. L'objectif était de créer une exposition de 7 panneaux couleurs (1Mx80CM, voir photo ci-contre) afin de mettre en avant trois

droits de l'enfant : la non-discrimination, le droit à la différence et la liberté d'expression. Ces panneaux ont été mis en forme par le service communication de la ville et imprimés. Des actions éducatives animées par l'antenne Unicef de notre ville ont été menées, 1200 enfants ont vu l'exposition.

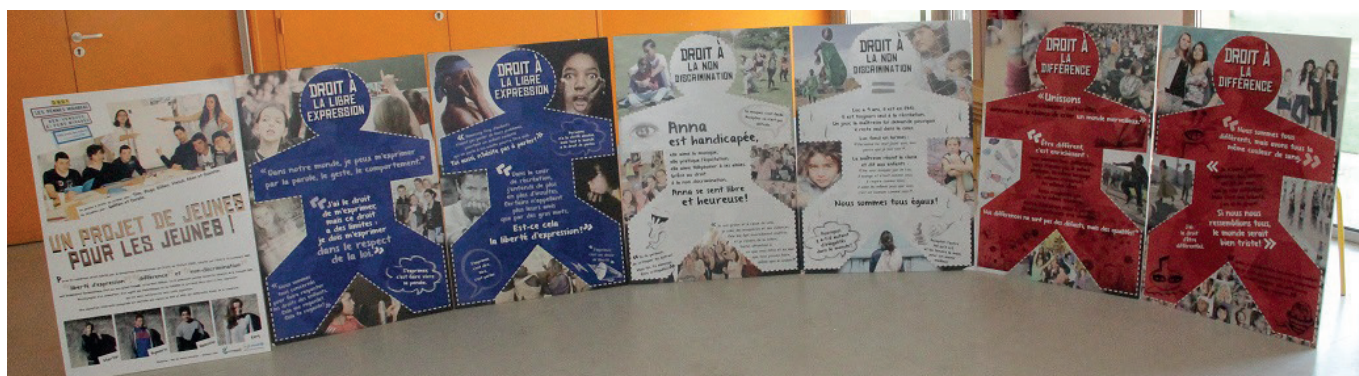
Pour 2016, la ville des Pennes Mirabeau accueillera l'exposition internationale «Anne Frank, une histoire d'aujourd'hui». Cette exposition, créée par la Maison Anne Frank d'Amsterdam, sera présente 12 jours sur la commune. Elle sera ouverte à tous les CM2 et 3<sup>e</sup> qui doivent étudier la guerre 39-45 dans leur programme. Le week-end l'exposition recevra le public avec le souhait que les enfants ayant vu l'exposition reviennent guider leurs parents. Ce sont plus de 30 classes qui sont attendues.

Déjà prêt pour 2017... l'excellent binôme « agent municipal-bénévoles Unicef de l'antenne des Pennes-Mirabeau » permet dès aujourd'hui de préparer les actions 2017. Cette année sera consacrée aux enfants des écoles maternelles grâce à l'achat par la ville d'un kamishibai réalisé par l'Unicef qui permettra de parler aux plus petits de leurs droits (<https://www.villeamiedesenfants.fr/content/le-kamishibai-pour-parler-aux-plus-petits-de-leurs-droits>).

### Les impacts

#### - Sur la collectivité

L'impact de ces différentes actions est notable, l'innovation publique locale est une réalité. Grâce à l'implication des enfants/jeunes c'est toute la ville qui est partie prenante de tous les projets proposés. Le service communication de la ville, par le biais des réseaux sociaux et du magazine communal, permet une large diffusion des actions. En 2009 lors des 10 ans de la Convention une conférence interactive (gratuite) avec Marcel Ruffo a été organisée sur le thème de l'adolescence, un vif succès avec des visiteurs venus de tout le département. En 2011, il s'agissait d'inviter Hélène Milano, réalisatrice, et trois adolescents ont ainsi participé à un documentaire sur la vie des jeunes filles des cités de Marseille « Les roses noires ». La présence des parents lors des différentes animations est une vérité. Le pari de faire vivre la Convention Internationale des Droits de l'Enfant sur le territoire est une réalité validée par la population.



### - Sur les agents

De nombreuses équipes sont mobilisées sur les actions : des crèches aux ALSH, aux écoles, collèges et public adolescent par le biais de la junior association. Les services techniques sont également à mettre en avant pour leur soutien. En 2016, l'UNICEF a mis en place à Paris, une formation pour les animateurs du secteur périscolaire. Notre ville a sollicité l'Unicef pour que cette formation s'effectue sur son territoire. Le but est de proposer aux « villes amies des enfants » du grand sud de positionner un animateur sur cette formation. Le groupe constitué de 15 agents permettrait de réduire le coût soit 327 € (au lieu de 800 € à Paris). La réponse est en attente...

### - Sur les familles, les enfants/jeunes

C'est toute une ville qui est sensibilisée aux Droits des enfants par le biais des structures municipales. Les familles sont sollicitées pour valider l'implication des enfants lors des journées anniversaires. En 2013, les enfants de parents nés à l'étranger ont pu lire ou chanter un texte dans leur langue. Les familles ont volontiers joué le jeu. Les adolescents du collège privé ont organisé une table ronde publique pour débattre/échanger avec plusieurs responsables œuvrant dans l'humanitaire. En 2015, les enfants de l'ALSH (les 7-8 ans) ont participé à un débat filmé avec les bénévoles de l'Unicef pour répondre à une question « Connaissez-vous les droits de l'enfant, à quoi servent ils chez nous et dans les autres pays ? ».

### - Points positifs / points négatifs

Le point négatif sera sur le manque d'implication de certaines équipes pour autant au service des jeunes ! Ainsi, malgré la diversité des projets, certaines structures n'arrivent pas à s'en emparer. Il nous est argué que le sujet peut paraître rébarbatif pour leurs jeunes. Or nous, nous partons du principe que la réflexion sur les différences de vie entre enfants du monde rend les enfants acteurs et peut apporter plus de citoyenneté.

Le point positif reste l'implication de nombreux services et publics lors des manifestations. La

solidarité des services municipaux s'est fait sentir lors de la constitution du dossier de renouvellement 2014-2020 proposé par l'Unicef. Il a fallu une année de travail pour constituer ce dossier. Des recherches auprès de tous les services ont été nécessaires et leur implication a été capitale pour répondre aux questions dans les domaines suivants: Bien Être et cadre de vie; Non-discrimination et égalité d'accès aux services; Participation citoyenne des enfants/adolescents; Sécurité et protection; Parentalité; Santé, Hygiène, Alimentation; Handicap; Éducation; Jeu, sport, culture, loisirs; Solidarité Internationale.

### - Et si c'était à refaire...

On recommencerait ! La volonté du Maire est capitale. Il faut également compter sur la volonté et la disponibilité d'un élu référent, impliqué et d'une équipe d'agents territoriaux qui soient moteurs pour captiver les professionnels de l'enfance et la jeunesse. Sans ces deux volontés rien ne peut être réalisable. Pour Les Pennes Mirabeau cela est une réalité ! La ville a obtenu le renouvellement et l'obtention du label pour la période 2014-2020.

### - Message à faire passer

« Vous faites et menez tous des actions extraordinaires, réfléchies et pédagogiques que vous ne valorisez pas assez. Grâce au label « ville amie des enfants » vous trouverez un réseau pour échanger sur vos bonnes pratiques au quotidien et vous rentrerez dans une démarche constructive valorisée. »

**Par Bernadette Nonancourt**  
Responsable Jeunesse  
à la ville des Pennes-Mirabeau  
Tél : 04.91.67.16.46  
[bernadette.nonancourt@vlpmp.com](mailto:bernadette.nonancourt@vlpmp.com)

**Et Chantal Blandel**  
Membre du Conseil d'Administration  
de l'ANDEV

# Le Printemps de l'Éducation

*L'ANDEV a été sollicitée à plusieurs reprises pour participer au Printemps de l'Éducation. De par sa proximité géographique et le partage de valeurs avec des écoles alternatives, Caroline Guyet - membre de la commission permanente et du réseau sud-est méditerranée - y a été mandatée et nous rapporte leur présentation.*

*Il est à noter que les membres de la commission permanente de l'ANDEV se questionnent quant aux conséquences sociétales des mouvements de renouveau pédagogique hors service public. Cela ne facilite pas le mandat de notre représentante. Et la commission permanente la remercie dans sa persévérance à souhaiter nous éclairer sur « Ce qui nous réunit » en ayant intégré ce projet initié par ce collectif.*

Il s'agit « d'un mouvement citoyen qui met la question éducative au cœur de l'inévitable transformation sociétale en marche. Sa mission est de contribuer à faire émerger et se développer un paysage de la diversité éducative centré sur le bien-être global des enfants afin d'en faciliter l'accès pour tous.

Pour cela, il rassemble, encourage et accompagne les acteurs du renouveau éducatif qui portent la vision d'une éducation joyeuse et bienveillante, créatrice et engageante, respectant les potentialités et rythmes propres à chaque enfant, la diversité sociale et la complexité de la nature afin de permettre à chacun de vivre et de s'exprimer pleinement, librement, harmonieusement et avec responsabilité dans le monde ».

Concrètement le printemps de l'éducation<sup>12</sup> porte 4 projets pour donner corps à ce renouveau éducatif :

- Le Tour De France
- Le Printemps Des Enfants
- La Plateforme Collaborative
- Ce Qui Nous Réunit

## LE TOUR DE FRANCE

### Le tour de France permet

– d'aller à la rencontre et de soutenir des acteurs locaux qui œuvrent pour le renouveau de l'éducation

– d'identifier et de donner de la visibilité aux projets et actions d'éducation innovants qui fleurissent partout en France (et aussi en Suisse, en Belgique...)

– de permettre à ces acteurs de se relier pour faire connaissance, coopérer et contribuer à développer une masse critique en France autour de pratiques éducatives bienveillantes, joyeuses, écocitoyennes, solidaires, créatives et de « savoir-être ensemble »

– de nourrir un annuaire collaboratif en ligne sur le site du Printemps pour donner accès à une diversité d'acteurs sur tout le territoire

– de faire émerger des comités locaux sur les territoires où aucun collectif n'existe

– de récolter des éléments tangibles et effectifs pour nourrir un observatoire de la diversité éducative et influencer la politique éducative nationale.

### Le Printemps des Enfants

– Il semble essentiel à ce mouvement citoyen de donner la parole aux enfants et aux jeunes pour qu'ils nous racontent comment ils participent et construisent eux aussi l'éducation jour après jour.

– En 2015, cinq groupes ont initié ce projet avec le printemps de l'éducation : Euforia France avec les jeunes d'Impact, les jeunes de l'Anacej, les jeunes du Club Dynamique, les enfants de Living School et les enfants de l'école du Colibri.

– Le film «Des colibris préparent le printemps» réalisé par Anne Barth et Laure Baudouin et présenté en plénière d'ouverture des Rencontres Nationales du Printemps de l'éducation le 21 mars 2015 à Paris retrace le processus collaboratif de préparation de l'intervention des enfants de l'école du Colibri à l'occasion de ces Rencontres.

### La Plateforme Collaborative

Il s'agit d'une part de permettre à des individus de se relier, et à des groupes de s'organiser pour agir par la mise à disposition d'un outillage dédié, pensé par et pour les acteurs du renouveau édu-

<sup>12</sup> <http://printemps-education.org/>



catif. Il s'agit d'autre part de participer à l'émergence d'une communauté du renouveau éducatif sur le web par l'articulation de la plateforme du Printemps avec d'autres projets similaires dans le même domaine (projets du mouvement Colibris, d'Ashoka, de Make Sens...).

Au-delà des spécificités des différents mouvements éducatifs et pédagogiques qui font le paysage éducatif actuel, le printemps de l'éducation souhaite créer un espace de rencontres et de conversations par et pour ces acteurs afin de devenir une force de proposition qui pose les premiers éléments d'une vision éducative commune riche de l'identité et de l'expérience de chacun. Une vision ouverte qui favorise la diversité et la liberté pédagogique et ambitionne de faire bouger les politiques publiques en les inspirant.

### **Ce qui nous réunit**

L'idée de la rencontre « Ce qui nous réunit », a émergé lors d'un échange entre Isabelle Peloux fondatrice de l'école du Colibri du centre agroécologique des Amanins et Antonella Verdiani co-fondatrice du Printemps de l'éducation.

Voir le discours commun des acteurs du changement éducatif, rassemblés à la Gaïeté Lyrique à l'occasion des 1<sup>er</sup> Rencontres Nationales du Printemps de l'Éducation, les 21 et 22 mars 2015.

J'ai intégré ce collectif «Ce qui nous réunit » en octobre 2015. Il se réunissait pour la 2<sup>e</sup> fois aux Amanins.

Ce groupe de personnes rassemble des professionnels du monde de l'éducation issus d'horizons divers (éducation nationale, écoles associatives, associations d'éducation à l'environnement, association d'éducation à la paix, organisation réunissant des entrepreneurs sociaux, l'ANDEV...)

Lors de cette deuxième rencontre, la réflexion portait sur « ce qui nous différencie ». A l'issue de ces deux jours de partage de projets et d'idées, chacun chacune est reparti(e) avec le cœur rempli de joie, les poumons oxygénés et l'intelligence collective en action pour poursuivre les expériences au service du renouveau éducatif.

**Par Caroline Guyet**

Membre de la communication permanente de  
l'ANDEV

**Et Janine Bouvat**

Vice-Présidente de l'ANDEV

# Atelier ANDEV

## lors des rencontres de l'Orme 2016 à Marseille

Cet atelier a été confié à Claire Britten, membre de l'ANDEV, qui a effectué un important travail de préparation : rencontres avec des associations de parents, une Université Citoyenne qui mène des ateliers en direction des familles, et avec des élèves ainsi qu'un questionnaire à un directeur de l'Éducation membre de l'ANDEV, Nicolas AURY. Ces rencontres ont donné lieu à un document destiné à être présenté en continu pendant l'atelier, téléchargeable sur le site de l'ANDEV.

Les Intervenants étaient de très grande qualité et, de par son passé de directrice de l'Éducation au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, connus de l'animatrice de l'atelier Claire Britten :

- **Alexandra Grandgeorge**, directrice de l'Atelier Canopé 05 - Gap
- **Olivier Maurel**, adjoint au Délégué académique au numérique de l'académie d'Aix-Marseille
- **Gérard Puimatto**, ancien directeur de Canopé Marseille, chercheur et consultant chez GP Consulting.
- **Bruno Zoppis**, directeur de l'éducation de la Ville d'Istres - Andev
- **Anaïs Ribière**, Université du Citoyen de Marseille

Les principaux points abordés lors de la rencontre ont porté sur :

- la notion de projet : « la logique d'équipement doit s'inscrire dans une logique de projet », en lien avec le projet du territoire.
- La nécessité impérieuse de travail étroit entre les Villes et l'Éducation nationale. L'ANDEV qui a reçu l'agrément de l'Éducation Nationale<sup>13</sup>, peut être un formidable support pour cette tâche !
- Le temps de l'école n'est pas le temps de la technologie en constante évolution (ni l'Etat, ni les Collectivités ne sont tenues au « dernier cri »). Nous ne devons pas être otages de la rentabilité financière. Une politique d'équipements est un cycle permanent à construire.
- Le numérique modifie la façon de faire la classe, il permet de vérifier les acquisitions des élèves. Les élèves savent mutualiser le numérique. La compétence numérique comme compétence du 21<sup>e</sup> siècle

– L'école numérique doit être de plus en plus ouverte, en particulier aux parents qui ne comprennent pas l'école et ses codes – il est de notre devoir de trouver le moyen d'associer les familles, de leur permettre de comprendre ce qui se passe à l'école et en dehors de l'école. Nous devons légitimer les familles.

– Le numérique scolaire doit passer d'espace commun à espace public avec des modes de régulation interne. La cohérence en termes d'usages passe par une alliance entre technologie et usage : on n'a pas tous le même regard, il faut croiser les regards.

– Le plan Numérique National est un point d'appui pour tous les acteurs. Il met en avant l'éducation « au et par le numérique », l'éducation des citoyens en lien avec les familles, la culture numérique pour « décoder » demain et après-demain.

– Eduquer par le numérique exige des ressources nationales de qualité pour l'école et des ressources par opportunités (musées). Cela implique une formation des enseignants en la matière.

– Qui pilote ? Nous devons construire une nouvelle gouvernance, construire avec les usagers (nous ne partons pas de rien puisque nous avons réussi à écrire nos Projets éducatifs de territoire). Nous devons créer des « co-pilotages ».

**Par Claire Britten**  
Membre de l'ANDEV

<sup>13</sup> Cf. La Communale N°58

## 25 ANS DE L'ANDEV !

### Poursuite des témoignages des compagnons de route

Depuis l'an passé, pour fêter les 25 ans de l'ANDEV sur deux ans (premières rencontres en 1990 et fondation de l'association en 1992), le Conseil d'Administration de l'ANDEV, a décidé de recueillir les témoignages des acteurs et compagnons de route qui ont contribué (et contribuent) à dessiner les contours de notre réseau.

Ce travail qui rassemble déjà une cinquantaine de regards n'est pas une collection de mémoires mais une ressource pour accompagner l'association dans sa réflexion présente et en devenir.

Après ceux de décembre 2015, nous sommes heureux de vous offrir aujourd'hui les témoignages de Claudine Paillard, Alain Rei, Corine Dupuy-Bonafy, Jean-Pierre Rabaux, Patricia Démoulière, Olga Dubost, Marie-Christine Portet-Salomon, Bernard Maillard, Caroline Guyet et Thierry Vasse.

#### Témoignage de Claudine Paillard

Présidente de l'ANDEV de 2003 à 2009



Au moment où pleine d'aller, je me mettais l'été dernier à écrire un petit texte pour les 25 ans de l'ANDEV, m'étaient annoncés le décès d'Ornella Del Guidice et de David, dans des conditions tragiques. C'est seulement aujourd'hui alors même que l'année 2016 débute, que je retrouve le goût de m'y remettre.

J'ai pu ainsi, lire les textes des 29 collègues qui ont déjà pris la plume pour le hors-série de la Communale de décembre. Tous insistent sur l'aventure humaine qu'a été et qu'est l'association. L'émotion suscitée par les disparitions de nos collègues (je pense aussi pour le réseau régional grand Ouest à Jean Marc Burban de Nantes, Yves Conan de Lorient) en est un des témoignages.

Beaucoup a déjà été écrit dans ce hors-série et il reste peu à ajouter sur la structuration de l'association analysée par Francis Oudot, sur l'apport intellectuel de l'association à la gouvernance éducative, sur le vécu des congrès rappelé par les

uns et les autres. Il s'agit alors d'essayer de compléter par une approche très personnelle comme membre puis présidente de l'association.

Le fait que l'ANDEV ait germé à Rennes grâce à l'esprit éclairé et rassembleur de Patrick Montier alors directeur de l'éducation n'est pas étranger à l'intérêt que j'ai assez vite porté à l'association.

Patrick Montier a connu la montée en puissance du secteur de l'Éducation dans les villes à partir des années 1980. L'Éducation dans l'administration municipale rennaise était alors éparpillée dans de multiples services : la Direction de l'Éducation en était la partie « noble », service de mission, qui s'occupait des relations avec l'Éducation Nationale, de l'Inspecteur d'Académie (voir parfois du recteur) à l'enseignant de maternelle, et qui était responsable de la politique éducative. Un autre service « gérant » le personnel affecté aux écoles, ATSEM, agents d'entretien et de restauration, concierges... et un troisième s'occupait de l'animation essentiellement extrascolaire à cette période. La question éducative était ainsi segmentée, sans lien entre formation du personnel par exemple et objectifs éducatifs.

Ville de tradition universitaire, l'éducation à Rennes faisait l'objet d'un volontarisme politique fort, et d'une visibilité réelle avec la mise en place d'une manifestation nationale (Scola). C'est dans ce cadre mais aussi dans un contexte de relations souvent complexe avec l'Éducation Nationale et de spécificités locales (implantation forte de l'enseignement privé, des classes breton...) que Patrick Montier a proposé et organisé une rencontre de directeurs de l'Éducation.

Les rencontres professionnelles dans la sphère des collectivités territoriales n'étaient pas en soit très innovantes, les Ingénieurs des Villes de France très fortement implantés avait déjà une forte pratique de réseau et organisaient des congrès impressionnants. Dans le secteur social, l'Association Nationale des Cadres Communaux de l'Action Sociale existait elle aussi depuis de nombreuses années... Ce besoin de rencontre dans notre secteur, marquait ainsi l'émergence d'un domaine d'intervention jusque-là peu reconnu comme porteur de projet et de problématique locales spéci-

fiques, écrasé qu'il était par le qualificatif « National » toujours attaché en France à celui d'Éducation.

Lorsque des années plus tard après le départ de Patrik Montier je prenais la direction de l'éducation, on m'a raconté alors ce rassemblement qu'il avait initié : mes collègues souriaient encore en se rappelant l'arrivée à la « résidence du parc Oberthur » - siège de la direction de l'Éducation rennaise- d'un grand barbu arrivé de Reims à ... moto et dénotant ainsi du reste de l'assemblée : Francis Oudot.

De façon générale, la ville de Rennes s'est inscrite, particulièrement à partir des années 1980, dans de nombreux réseaux : réseaux des villes santé, UNCCAS dont Edmond Hervé (alors Maire de Rennes) fut président de 1988 à 1996, et dans le domaine de l'éducation, le Réseau Français des villes Educatrice qu'Hubert Chardonnet adjoint à l'Éducation, puis Frédérique Bourcier qui lui a succédé sur ces fonctions, ont présidé de nombreuses années, avant que la relève ne soit prise par Yves Fournel (adjoint à l'éducation de Lyon). Le recteur Durand Prinborge, élu rennais, auteur de nombreux ouvrages sur l'administration de l'éducation a aussi suivi avec attention les travaux des réseaux et particulièrement ceux de de l'ANDEV qu'il a alimenté.

C'est donc assez naturellement que je me suis inscrite au congrès de l'ANDEV de Brest en 1999 ayant l'année précédente raté celui de Limoges. Du contenu du congrès, hormis la présence de Claude Bartelone alors secrétaire d'État à la ville je n'en ai plus aucun souvenir. En revanche, je me rappelle parfaitement du kig ar Farz et de la « sortie festive » qui s'était faite en bateau sur la rade de Brest et ceux qui doutaient que même dans la brume, la ville est pleine de charme ont été surpris ! Surtout, certains membres de l'association étaient vraiment très forts pour intégrer les petits nouveaux et notamment Hervé Bureau de Saint Nazaire qui s'en chargeait très bien. Alain Bocquet (Nanterre), Jean Michel Grenier (Dijon), Christian Calvez, Jacqueline Munzer (Brest), Jean Michel Fricheateau (Orléans) étaient très doués pour vous faire croire que votre présence était importante afin de vous donner envie de vous investir. Ce que je fis....tranquillement d'abord, une réunion sur deux, puis plus assidûment.

Ce qui m'a tout de suite séduit c'est l'absence de visée corporatiste de l'ANDEV. Nous n'étions pas là pour parler de nous et de nos « carrières » ou pour défendre un quelconque statut, mais bien pour parler de notre métier. Coté obédience politique,

comme toute association professionnelle, elle réunissait des collègues de villes de différentes tendances de façon assez équilibrée. Si les enjeux politiques étaient forcément toujours présents dans nos réflexions, nous essayions de nous situer sur un autre plan et particulièrement sur la question des relations du local au national (sujet transversal), des relations services publics / services privés. Il s'agissait de défendre une certaine vision du service public, de la gouvernance en matière d'éducation et du développement territorial.

Les réunions du Conseil d'administration élargi (appelé commission permanente....) se tenaient dans une salle de mairie d'arrondissement parisienne dite de façon attractive en « rez-de-jardin » mais, parfaitement obscure, sans fenêtre et à la ventilation bruyante. Je me souviens du président farfouillant souvent dans des papiers introuvables mais aux idées toujours claires, des thèmes multiples qui nous agitaient alors, de la mise en place d'un site internet pour l'association (c'est alors que « pomme Z » rentre en scène), au statut des ATSEM..... Sorte de conclave dont on ressortait en se disant, qu'il y avait décidément fort à faire, à mi-chemin entre le découragement et l'envie d'exploser les murs ! Certains parlaient même de secte...

Il faut bien le dire, ceux qui comptaient alors à la tête de l'ANDEV étaient plutôt des hommes, révélant d'ailleurs sans doute la sociologie des directeurs d'éducation, et nous n'échappions pas à la spécialisation des tâches : les femmes s'occupaient notamment des questions de petite enfance (la scolarisation des deux trois ans par exemple pour laquelle Corinne Masson œuvrait avec efficacité), les hommes étaient plus branchés sur la question informatique (Guy Jouannin, de limoges).

Pendant ce temps, à Rennes, l'organisation des services de l'Éducation bougeait. Sous l'impulsion de Jack Maignan (DGA de l'époque), on cherchait les cohérences, on voulait rassembler « la tête et les jambes » pour aboutir à une grande direction de l'Éducation Enfance, de l'agent d'entretien (eh oui, il a aussi une mission éducative.....) au chargé de mission à l'éducation artistique et culturelle. La DEE, petite entreprise rassemblant 700 agents était née pour accompagner les enfants du lever au goûter, de l'école aux vacances. Et tous les matins de se dire : que va-t-il se passer aujourd'hui ? Quel enfant va être oublié au fond du car, quel Inspecteur de l'Éducation Nationale va considérer que l'on outre passe nos compétences, avec quelle organisation syndicale allons-nous avoir à négocier les conditions de travail, quel directeur d'école va se



mettre en colère considérant les financements municipaux insuffisants ?...

Je ne suis pas certaine que parmi mes multiples métiers, mon passage à l'éducation aura été le plus complexe, mais il aura été à coup sûr le plus complet.

Parallèlement, je m'investissais un peu plus à l'ANDEV, groupe de travail sur les coûts de l'éducation, sur l'enseignement privé. Surtout, nous faisions avec Hervé Bureau puis Nicolas Debucquet (Cholet), fonctionner le Réseau Régional grand Ouest. C'est à partir des réunions de réseau, de leur capacité à dépasser le simple échange de pratiques que la réflexion s'ancre. Les participants y étaient de plus en plus nombreux, de plus en plus investis et en capacité de présenter de façon problématisée des sujets d'actualité. On sentait une maturité, une capacité à produire.

Au niveau national, les complicités avec les autres membres croissaient au fur et à mesure des débats, des positionnements. L'association prenait encore de l'ampleur, l'écoute des autres réseaux de plus en plus attentive.

Ce rayonnement s'appuyait beaucoup sur le président qui incarnait véritablement l'ANDEV, qui écrivait abondamment et qui se rendait largement disponible pour les nombreuses sollicitations. Cependant, le président présidait depuis longtemps déjà ! Il posait régulièrement la question de son remplacement, ce qui inquiétait tous les présents, qui avaient pourtant bien conscience que la démocratie associative a aussi besoin de renouvellement, mais comment, dans ces conditions, pouvoir assurer la relève ? Le seul qui l'aurait pu et en avait la légitimité était alors Alain Bocquet, qui animait avec brio le Réseau Régional Ile de France, régulièrement victime de son succès avec 100 participants voire plus parfois...! Mais Alain Bocquet avait déjà d'autres engagements auxquels il tenait fort.

Alors, pour apporter malgré tout sa pierre à cette succession, il s'est chargé de me solliciter, à sa façon, tout de go, en réunion comme si les choses étaient déjà faites. J'étais très étonnée qu'on se tourne vers moi, il m'a fallu du temps pour l'accepter. Ce qui au final m'y a poussé ce sont les signes d'encouragement qui m'ont été donnés par l'adjoint à l'Éducation de Rennes Frédéric Bourcier, et aussi par Jack Maignan. On ne peut présider une telle association sans une approbation totale de la collectivité qui vous emploie. Ils m'en donnaient l'assurance et il faut les en remercier. Du côté de l'association, Nicolas Debucquet, Ornella Del Gui-

dice, Jacqueline Munzer et bien d'autres m'y poussaient aussi. Leur confiance a été de même déterminante.

J'ai donc présenté ma candidature avec comme deal celui d'en profiter pour amorcer un virage en travaillant vraiment dans le cadre d'un collectif, et d'une répartition des tâches plus formalisées et avec l'idée que la présidence ne tiendrait que portée par le travail de l'équipe qui l'entourait. Ce pari a été tenu, les administrateurs ont été de plus en plus assidus aux réunions, ils se sont engagés de plus en plus, ont répondu aux sollicitations. J'ai senti tout au long de ces cinq années un soutien sans faille de l'équipe tant sur le fond que sur les modalités d'action. Cela a été déterminant pour le développement, pendant cette période, de la reconnaissance de l'ANDEV.

C'est au congrès de Chelles « l'intégration dans tous ses états » fin 2004 que la passation de présidence s'est effectuée avec un organisateur de congrès (Michel Bayet), le bras dans le plâtre.....

A partir de cette date le contenu des congrès à alors été piloté par Elisabeth Saby (Saint Etienne), avec une ténacité sans faille. Il y a eu Aix en Provence, sur le thème de la culture, Dunkerque, la mer en toile de fond pour aborder le développement durable, Nevers, Limoges et de La Ciotat. Malgré une certaine malédiction ferroviaire (à plusieurs reprises des grèves SNCF se sont déclarées juste avant nos congrès), ils ont tous été des moments importants de la vie associative. Nevers a été particulièrement marquant, proche de mes terres de prédilection morvandelles, sur un sujet réunissant mes passés et présents professionnels (urbanisme et éducation), dans une maison de la culture, grand bateau perdu sur la Loire, avec la présence d'Edmond Hervé, allant ensuite se recueillir sur la tombe de Pierre Bérégovoy, tout cela orchestré par Rémy Prieur, devenu trésorier de l'association, et une équipe très motivée.

Ces cinq années ont aussi été marquées par des partenariats soutenus avec les autres réseaux dont la liste est trop longue à énumérer.

rencontres régulières avec l'AMF et son président, Jacques Péliissard, travail avec l'Association Française des Etudiants des Villes, réponses aux sollicitations de l'Association Française de l'Administration de l'Éducation, discussions (parfois discordantes mais toujours riches !) avec le RFVE, participation au comité d'orientation des rencontres nationales des PEL avec les Francas, liens réguliers avec la Ligue de l'enseignement, échanges avec l'Association Nationale de la Restauration Municipale (devenue « Agores ») et son dynamique pré-

sident sur la nouvelle norme AFNOR notamment, travail avec la jeune Anaré (réunissant les coordonnateurs de PEL), relations avec la Direction Interministérielle des Villes (Yves Goedfert nous ayant fait octroyer des financements plusieurs années de suite), le CNDP (grâce à Marie Raynal, la Communale a été à partir de cette date éditée par le Scéren, avec une mise en page retravaillée et un nouveau rubriquage)...

Les partenariats privés se sont développés, Delagrave, Camif Collectivité, Sodexho, sont restés fidèles mais, s'y sont ajoutés notamment la Caisse des dépôts et consignation numérique (nous hébergeant dans ses locaux très commodes), GTC Cap COM, Intel...

Nous avons aussi connus des temps forts de reconnaissance institutionnelle : auditions au Sénat sur les classes passerelles, à la Cour des comptes qui travaillait alors sur les coûts de l'Éducation, à l'inspection des finances, réunions avec le cabinet ministériel, participations aux travaux de l'IGEN et l'IGAEN...

Il faut dire que pendant ces cinq années, l'actualité éducative a été très riche, comme en recherche d'un nouvel élan, avant la grande affaire de l'aménagement des rythmes. Il y eut (notamment) :

- les réflexions sur la mise en place des Etablissements Public d'Enseignement Primaire, qui mettaient au centre du débat les relations école communes. Les discussions internes furent clivantes sur ce sujet : comment « faire bouger les lignes », sans remettre en question ce lien ? Les avis divergeaient !

- l'Enseignement privé avec l'art 89 de la loi du 13 août 2004 qui prévoyait que la participation communale en faveur des écoles privées devienne obligatoire pour l'ensemble des enfants non scolarisés dans la commune de résidence alors même que celle-ci n'avait pas donné son aval à cette scolarisation.

- la mise en place de la Réussite éducative, et la difficile intégration des coordonnateurs de PRE à l'ANDEV

- la mise en place du Service minimum d'éducation : ce dossier symbolique des tensions entre l'État et les collectivités locales s'est soldé, malgré les protestations de l'ensemble des réseaux concernés, (l'ANDEV s'était fortement rapprochée de l'AMF pour l'occasion), par la mise en place d'un service d'accueil sur le temps scolaire par les communes. Je me souviens que le texte est sorti en plein été, perturbant ainsi, largement, mes vacances.

- la suppression du samedi scolaire et la réforme

Darcos de 2008 : malgré la remise en question des délais, trop courts pour mettre en œuvre le nouveau calendrier et pour permettre la concertation sur les nouveaux dispositifs prévus (stage de remise à niveau et accompagnement éducatif...), les mesures furent naturellement mises en place.

Le temps a passé. Cela faisait dix ans que j'œuvrais dans le secteur Éducation. En 2009 j'ai été retenue pour assurer la Direction Générale Solidarité Santé, la petite enfance également dans mes attributions, mais plus l'éducation. Il était temps à mon tour de passer la main. Toutes les attentions se sont alors portées vers Anne Sophie Benoit pour assurer la présidence. Cependant, comme moi en 2004, elle doutait... Elle a assuré depuis avec maîtrise la présidence, et a eu bien d'autres enjeux à relever, y compris celui en cette fin 2015 de trouver un remplaçant : au tour désormais de Paul Monnoyer d'assurer la continuité tout en imprimant sa marque.

C'est au congrès de la Ciotat, point d'orgue méditerranéen mis en musique par Janine Bouvat, que j'ai quitté la présidence et mes activités dans l'association. J'ai pris le temps du week-end suivant à me promener dans les calanques y méditer sur les cinq années passées, et à respirer l'air des nouveaux dimanches libérés du travail de rédaction de la Communale !

Je m'investis (un peu) désormais au bureau de l'Association Nationale des Cadres Communaux de l'Action Sociale, dont l'esprit est très proche de celui de l'ANDEV. Autre réseau, autres complicités, autres challenges. Je parle depuis longtemps d'une réunion commune. Il faut vraiment que nous l'organisions !

**Par Claudine Paillard**

3 Janvier 2016

### Témoignage de Alain Rei

Président du GDID



L'histoire du GDID et de l'ANDEV est ponctuée de rencontres et d'amitié.

Elle commence en 2009 avec une rencontre dans les locaux de la caisse des dépôts à Paris.

L'ANDEV était en réunion de sa commission permanente et nous sommes venus présenter notre association.

Le GDID était encore jeune mais déjà nous souhaitions construire avec tous les partenaires

de l'école. C'est donc naturellement que nous sommes rapprochés et que nous avons souhaité confronter nos points de vue, notamment sur la direction d'école. Nous nous sommes vite rendus compte que nous étions très proches quant à la façon de concevoir l'éducation globale que nous devons à nos enfants.

Le rôle du directeur d'éducation des villes, le rôle du directeur d'école, le rôle des parents, le rôle des partenaires associatifs, la place de l'Éducation Populaire, tout cela nous le partageons.

Le congrès de la Ciotat qui suivit, nous permit de concrétiser cette première rencontre par des animations d'ateliers et des interventions dans les réunions plénières.

Les directeurs d'écoles au congrès des directeurs de l'éducation, une première, que nous avons depuis renouvelé à de nombreuses reprises.

Le point commun de nos deux associations est sans nul doute, la place de l'humain au centre de nos réflexions.

Ancrées dans les valeurs de l'Éducation Populaire, nos deux associations partagent les mêmes fondations. Le travail partagé de réflexion autour de l'éducation durant ces années de partenariat nous a permis d'avancer et de porter des idées communes, notamment sur le Projet Educatif De Territoire.

Ces 25 années ont permis à votre association de participer à l'élaboration des politiques éducatives locales mais également de repenser le rôle du national notamment celui de l'Éducation Nationale et de son école maternelle et élémentaire. École que nous aimons aussi appeler « l'école communale » profondément rattachée à son territoire.

L'éducation nationale avec son fonctionnement très hiérarchique a beaucoup à apprendre des pratiques professionnelles qui sont en mouvement dans les services d'éducation des villes.

Les directrices et directeurs d'école que nous représentons sont convaincus que nous ne pourrions changer l'école qu'avec l'aide de l'ensemble de ses partenaires.

Les directrices et directeurs de l'éducation des villes, parce qu'ils sont en lien avec les « élus locaux », sont les premiers porteurs de projets et c'est avec eux que nous pourrions avancer, c'est avec vous que nous devons avancer.

Plus impliqués dans l'élaboration des politiques éducatives locales, ils ont une vue plus globale de l'action éducative, et permettent que dans la construction des projets d'école les directrices et directeurs puissent avoir des éléments contextuels sur le territoire de leur école.

Cette collaboration a pour effet de construire en bonne intelligence des projets globaux pertinents.

Le travail que le GDiD a pu faire avec l'ANDEV

a permis de rapprocher ces deux professions et de ne plus se regarder en « concurrents » mais en véritables partenaires.

Les représentations sociales qu'avaient les uns et les autres ont pu être bousculées par notre travail commun et j'espère qu'elles vont continuer d'avancer vers des objectifs communs dans l'intérêt des élèves, dans l'intérêt des enfants qui construisent notre avenir, dans l'intérêt de l'école qui a tout à y gagner, dans l'intérêt de la société qui se construit avec eux.

Sans l'ANDEV et ses militants, le monde de l'éducation ne serait pas complet.

Alors, Bon 25 ans et encore de nombreuses années à défendre l'éducation !!!!

Merci d'exister.

Et bon congrès de Lyon (ou malheureusement je ne pourrai assister)

Amitiés

Alain REI pour le GDiD

### Témoignage de Corinne DUPUY-BONAFY

Directrice de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Limoges

#### Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

En 1994 au moment de ma prise de fonction comme chef du service Éducation à la mairie de Limoges.

#### En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

L'ANDEV est très vite apparue comme un espace de réflexion et non seulement de discussion et d'échanges entre professionnels. Mieux armés pour appréhender les politiques éducatives, nous étions aussi plus à même d'apporter à nos élus un éclairage argumenté sur les orientations à prendre. Nous étions par ailleurs doté d'un regard plus aiguisé et sans doute plus critique.

#### En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

L'appartenance au réseau a permis les échanges de savoirs ou de pratiques entre collègues et facilité l'accès à une source d'information particulièrement utile. Nous avons acquis de nouveaux réflexes et développé un sentiment d'appartenance à une communauté (notre Président et les membres du Bureau ont je pense pour beaucoup contribué à créer et à faire circuler toute cette énergie positive !)

**Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?**

Au quotidien un apport de solutions en facilitant la communication entre professionnels. Le travail du réseau a aussi éclairé les décideurs, qui me semblent avoir très vite reconnu la qualité des travaux menés par l'association et en ont fait un interlocuteur, un partenaire et un acteur de la construction des politiques éducatives successives.

**Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer**

Sans aucun doute l'organisation, à Limoges, du colloque sur les personnels non enseignants, en 1998.

**Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?**

Tout cela semble si loin ! De belles rencontres en mémoire et une énergie au service de la cause éducative qu'on ne pouvait que partager !

**Quelle a été votre motivation pour organiser un congrès (colloque ou journée thématique) de l'ANDEV dans votre ville ?**

Inscrire Limoges dans un réseau professionnel dynamique et assurer à nos collègues de l'association que la capitale limousine était bien une ville de plus de 100 000 habitants !

**Quels ont été les enjeux relatifs au thème et au contenu du congrès (colloque ou journée thématique) que vous avez identifiés ?**

Beaucoup de question se posaient (déjà) à l'époque autour du périscolaire en même temps qu'évoluait de manière significative le métier d'enseignant (du moins la conception que les enseignants avaient de leur métier). A partir de là commençait à se dessiner la nouvelle place que le personnel non enseignant allait être amené à jouer dans les différents temps de l'enfant. Nombreuses étaient les questions qui se posaient alors et méritaient bien un colloque.

**Le réseau ANDEV a-t-il contribué à l'organisation du congrès (colloque ou journée thématique) et qu'est ce qui vous a marqué tout particulièrement dans cette organisation ?**

Le colloque a été construit avec le réseau, un certain nombre de collègues nous ayant accompagné et apporté leur expérience.

**Quels ont été les impacts dans votre environnement professionnel aussi bien en interne à votre direction qu'avec les autres directions et services**

**ou encore avec les autres collectivités ou partenaires ? Même question vis-à-vis des rapports « élus-services » ?**

L'organisation d'un tel événement est toujours l'occasion de créer une dynamique qui dépasse les frontières même de la direction directement impliquée. L'association de partenaires extérieurs, d'élus, a permis à l'époque un rapprochement des équipes et sans doute une nouvelle façon de travailler ensemble. A noter aussi que qu'une réflexion de fond menée en dehors de tout esprit corporatiste était à priori chose assez rare. Certains partenaires nous en avaient fait la remarque.

**Pourriez-vous synthétiser en deux ou trois phrases les apports ou conclusions de « votre » Congrès (colloque ou journée thématique).**

Renforcement de la motivation d'une équipe qui a œuvré collectivement pour la réussite de l'événement. Evolution de la perception du « service municipal de l'éducation » par nos partenaires.

**Selon vous cela a-t-il participé à l'évolution des politiques éducatives locales (ou des politiques « connexes »)- au plan de votre ville ou au plan national-, à la professionnalisation des métiers territoriaux, à l'amélioration des rapports local-National.**

Je pense que comme pour l'ensemble des travaux menés par l'association, nous avons apporté une pierre à l'édifice qui s'est construit depuis.

**Quelle « anecdote » particulière pourriez-vous citer en particulier soit dans la préparation soit dans le déroulement de votre Congrès (colloque ou journée thématique) ?**

La présence d'un certain nombre d'enseignants invités aux débats. Leur participation a fait évoluer nos rapports, comme s'ils avaient soudain pris conscience que nous œuvrions finalement tous pour la même cause.

### **Témoignage de René-Pierre Rabaux**

Inspecteur de l'Éducation Nationale chargé de mission maternelle  
Académie de Lyon

**Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?**

C'est à Nanterre en 2003, que j'ai entendu parler de l'ANDEV pour la première fois. Arrivé comme IEN faisant fonction, tout juste sorti de mon poste de conseiller pédagogique, je découvrais que l'IEN se devait de travailler avec la collectivité, et que celle-ci avait des propositions à faire. Je compre-



mais que les élus avaient devant leurs électeurs une responsabilité qui dépassait de loin l'entretien des locaux scolaires et l'achat du matériel pédagogique.

C'est Alain Bocquet, alors Directeur de l'Éducation de la ville, qui m'a fait découvrir l'association et m'en a expliqué le rôle et les objectifs.

**En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé(ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?**

En 2003, la question des partenariats à nouer entre l'institution Éducation nationale et les collectivités n'avait pas atteint le niveau auquel elle est traitée aujourd'hui. Je ne peux pas dire que cette rencontre a changé ma réflexion, mais plutôt qu'elle l'a fait naître. Représentant loyal d'une institution qui évoquait fréquemment l'entrisme des mairies dans l'école, je pensais néanmoins que l'offre potentielle de ces mairies pouvait constituer un formidable outil pour l'école. Là où on parlait encore de consumérisme des enseignants, je pensais que leur professionnalité était de faire de l'offre un outil pédagogique pour faire apprendre, ce qui était sa feuille de route. Le discours ambiant était alors que l'école devait être sa « propre ressource ». C'était ignorer qu'à trop se sanctuariser, elle courait le risque de se replier, et partant, de ne donner à ses élèves qu'une vision parcellaire du monde. C'était également ignorer, ou feindre d'ignorer, la responsabilité directe des élus, devant leurs électeurs, et l'exigence croissante de ces derniers.

En 2015, on parle de projets éducatifs de territoires, et de coéducation. Ma propre réflexion, initiée à cette époque, a évolué, heureusement accompagnée par un discours volontariste de la part de mon ministère.

**En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?**

J'ai eu à travailler avec l'ANDEV à divers titres dans mes fonctions successives. Chargé de mission au ministère, sur le champ de l'Éducation artistique et culturelle, puis IEN de circonscription. J'ai compris au fil du temps que l'École doit se donner comme objectif une construction partenariale, respectueuse des prérogatives de chacun. Ce n'est pas à proprement parler une représentation de mon métier qui est en jeu, mais une de ses facettes, avec une question qui reste récurrente : comment faire que l'École s'approprie une offre tout en gardant la maîtrise pédagogique qui doit être la sienne, mais sans *a priori*. Sur ce plan, l'accompagnement des enseignants et leur formation est bien évidemment en jeu.

**Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?**

Je crains que ma représentation ne soit réductrice, puisqu'elle se limite aux champs évoqués plus haut, essentiellement liés à l'action culturelle et à la place que doit (peut...?) y prendre la collectivité.

**Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer ou/et participer (telle que la formation ESEN/CNFPT)**

J'ai assisté et participé à deux événements liés à l'ANDEV. Le congrès de 2005 à Aix-en-Provence et une formation CNFPT/ANDEV pendant l'année scolaire 2010-2011.

– De la formation au CNFPT il me reste la qualité d'échanges et le souvenir de la présentation croisée, par une IEN de circonscription et un représentant de la ville de Lille, du travail mis en œuvre sur ce territoire. Difficultés et réussites...

– Le congrès de l'ANDEV, consacré à l'Éducation artistique et culturelle, dont le thème était « Colloque Éducation, culture et territoires », auquel je participais comme représentant du ministère de l'Éducation nationale. La situation était complexe, avec un « Plan de relance », (*circulaire de janvier 2005*) que nous mettions en œuvre avec une conviction plus personnelle que politique. Le ministère de la Culture était représenté par Jean-Marc Lauret. Souvenir mitigé de ce moment, où l'ANDEV montrait son engagement sur cette question mais où les mises en cause du MEN ont mis en difficulté le chargé de mission. Le niveau de représentation choisi par le MEN était insuffisant au regard de l'enjeu, et mon inexpérience en la matière ne me permettait pas de répondre de façon étayée aux attaques dont il faisait l'objet. Il n'en reste pas moins, que ce congrès a été un moment, parmi d'autres, d'affirmation d'une politique dont les avancées sont toujours trop lentes, mais réelles, que l'ANDEV est un artisan de cette politique ; et que les participants à cet événement sont encore aujourd'hui, opiniâtres, les aiguillons de cette politique. Les événements de janvier 2015, s'ils semblent aujourd'hui être la justification de discours volontaristes, semblent réactiver des politiques qui se nourrissent des enseignements de ce long travail.

**Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?**

S'il faut citer un nom, c'est bien-sûr celui d'Alain Bocquet.

Comme je l'ai évoqué plus haut, c'est avec lui que j'ai vu un possible fonctionnement de la complémentarité entre l'État et les communes. S'il

représentait sa ville, il évoquait fréquemment l'ANDEV et j'ai compris, après, le lien entre sa manière de travailler et les options de l'association qu'il défend et impulse. Les fonctions que j'exerce aujourd'hui auprès de l'Inspecteur d'académie du Rhône, comme chargé de mission sur la politique de la ville, les projets éducatifs de territoires, l'éducation artistique et culturelle et l'École maternelle, s'en nourrissent encore, dans un département important et à bien des égards complexe. Les liens tissés alors restent, avec, pour moi, la reconnaissance et la confiance. Et les convictions se solidifient.

La situation a changé, au gré des alternances, les lois successives (notamment celles de 2004 pour les libertés locales et celle de 2013 pour la refondation de l'école), ont fait bouger les lignes, et je sais que l'ANDEV, et en son sein Alain, avec d'autres (le réseau des villes éducatrices en particulier), en est un acteur déterminant.

Lyon, le 20 septembre 2015

### Témoignage de Patricia Démoulières

Directrice de l'Éducation de la ville de Créteil de 1992 à décembre 2015

Le message sollicitant un témoignage alors que je ne devais plus être en poste cette fin d'année m'a ramenée à mes débuts où j'ai pris la direction de l'éducation (domaine que je ne connaissais pas) en même temps que naissait l'Andev. La boucle est bouclée et je pense à vous tous alors que le congrès de Lyon est en train de s'achever.

Je suis hors délai pour la réponse mais je souhaitais transmettre quelques documents anciens que vous n'avez peut-être plus. Il y a notamment des extraits des CR des 3 premiers congrès et une présentation de l'Andev qui reste d'actualité.

J'ai manqué peu de congrès, j'ai assisté à la commission permanente, aux groupes régionaux. Pour que cela fonctionne, il faut des leaders compétents, investis qui portent la réflexion, l'organisation... Pour exemple, Alain Bocquet, sans qui, il n'y aurait pas eu autant de groupes régionaux organisés. Comment ne pas penser aussi à Ornella et d'autres...

L'association m'a apporté beaucoup humainement et professionnellement, alors que ma contribution a été modeste. Si je suis restée aussi longtemps à cette direction, c'est sans doute

parce que l'ANDEV m'apportait une ouverture, une connaissance, une réflexion que je pouvais mettre au service de ma collectivité. Le 31 décembre sera mon dernier jour de travail, c'est le moment de faire le bilan : il est positif grâce à vous, entre autres.

Je rends hommage à tous ceux et celles qui ont fondé l'ANDEV, l'ont faite vivre et qui poursuivent « l'œuvre ».

Bien à vous  
Patricia

### Témoignage de Olga Dubost

Ex Editeur du guide l'Action Éducation en Pratique chez Weka



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

En 2008, lorsque je cherchais des partenaires potentiels pour un projet éditorial sur l'action éducative.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

J'ai découvert une association qui regroupait des personnes très impliquées, motivées par leur mission éducative et ouverts à tous les débats susceptibles de faire évoluer leurs pratiques professionnelles, qui m'ont aidé à construire mon projet éditorial.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

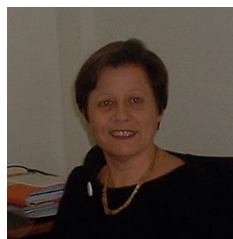
Les personnes que j'ai rencontrées à l'ANDEV, et tout particulièrement Janine Bouvat et Anne-Sophie Benoît, mais aussi les nombreux membres de l'ANDEV qui ont contribué à la rédaction du guide pratique publié par les éditions Weka, m'ont permis de prendre la mesure des préoccupations des professionnels de l'action éducative.

## Témoignage de Marie-Christine Portet-Salomon

Directrice de la Direction Animation Educative  
Enfance de la Ville de Perpignan

Membre de la commission permanente de  
l'ANDEV depuis 1995

**Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?**



Je pense que c'est au cours de la formation animée par Pascal BAVOUX, qui nous a conduit vers les hautes sphères de la recherche et la réflexion, nous, laborieux de terrain. Puis aux premières rencontres qui se déroulèrent à Orléans puis à

Strasbourg : Yves, Jean Michel, Patrick, Philippe, notre regretté Jean Marc, Christian, Hubert, Alain le pilier, le sage qui nous apporte toujours autant, Jean Pierre de Marseille : connivence territoriale qui nous liait, Anne Marie qui m'a tant apporté, tous ceux que j'omets, j'en suis désolée, et bien sûr Francis. Avec lui tout paraissait clair, évident, le suivre dans cette aventure paraissait normal alors que c'était totalement insensé. Une poignée d'« idéalistes/ pragmatiques » sans moyens financiers, sans organisation, sans soutien qui ont agrégé, mobilisé les volontés, les intelligences pour créer et développer l'ANDEV.

**2. En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?**

La première fois que j'ai assisté à une rencontre de l'ANDEV, les échanges reflétaient, à ma grande surprise, ce que je faisais sur ma ville, mais intuitivement. Or là on le posait, on le conceptualisait, on le rendait « officiel ». C'était formalisé, donc une confirmation de ma mission dans la Division de l'Action Educative Enfance, si bien nommée, devenu Direction en 1995. Le sens était renforcé par les échanges d'expériences. Comme le dit Francis, cela répondait à l'impérieux besoin de sortir d'un isolement au quotidien, de partager autour du service public d'éducation.

Comme Patrick Montier, les élus et l'administration, sensibles à cette époque au développement de l'éducatif, m'ont soutenue dans cette démarche. Et pour Perpignan, éloignée de tout c'était, certes, un effort mais aussi un investissement. Je leur en suis reconnaissant rétrospectivement. Ils ont respecté neutralité et libre arbitre.

L'implication dans le développement de ces nouvelles missions et compétences, les échanges, la transmission a permis à Perpignan de valoriser

cette implication dans le PEL, la culture, la réussite Educative, les TICE, l'investissement (17 écoles ont été construites ou réhabilitées...).

Un autre facteur facilitant a été l'implication de notre élue, elle aussi fortement engagée dans cette démarche éducative en tant que membre du Réseau des Villes Educatrices et de la commission éducation de l'AMGVF.

**En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?**

Elle aidait à faire prendre conscience que nous n'étions pas uniquement les logisticiens. Nous avions notre pierre à amener à cet édifice et particulièrement sur le sensible. Avec le développement des temps méridiens, péri et extrascolaire. Suite aux changements dans les organisations du travail, les collectivités se sont retrouvées à accueillir des enfants de plus en plus nombreux sur des périodes de plus en plus longues. Cette évolution des accueils a questionné notre responsabilité quant à la qualité de ces temps et une réflexion sur les complémentarités avec le temps scolaire et les enseignements fondamentaux. Nous étions un peu des pionniers.

Avec les collègues, dans le cadre de l'ANDEV, c'était une évidence. Ils pensaient pareil mais pouvaient faire différemment. Quel enrichissement, quelle motivation ! Cette complicité de collègues, cette estime réciproque, cette sensation d'être important, de faire partie de quelque chose d'essentiel.

Les doutes que l'on avait sur ce que l'on construisait devenaient certitudes surtout quand cela était écrit et publié.

Les commissions permanentes, pour ceux qui avaient la chance de pouvoir y assister, se déroulaient studieusement, sérieusement mais en même temps dans une ambiance chaleureuse et cordiale. Elles se poursuivaient à notre restaurant préféré « la Petite Canaille ». On ne décrochait jamais tant les échanges étaient riches et précieux. Il ne fallait pas en perdre une minute.

Comme le dit si bien Philippe Gilles, le Congrès National est une parenthèse durant laquelle épanouissement professionnel et fraternité cohabitaient si bien. Une dynamique de cohésion était faite. Ensuite, le maillage du réseau : apporter aux autres ce que l'on avait construit, ce militantisme éducatif des CP de Paris aux réseaux régionaux.

Et la rencontre de personnes investies prêtes à partager leurs expériences : Thierry de Nîmes, personne si attachante, généreuse et brillante, Janine de la Ciotat, disponible, toujours partante, Chantal ma « pote », les collègues d'Albi, de Tournefeuille,

Blagnac, de Castelnaudary, de Montpellier, d'Agde, de ... et même Cahors, quelles épopées.

Il faut repréciser comme Francis, que nous n'avions pas d'ordinateur, de smartphone et autres tablettes.

Ce réseau m'a soutenu discrètement lors des vicissitudes que j'ai pu rencontrer et m'a permis de continuer quand tout est devenu plus difficile.

#### **4. Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?**

Une reconnaissance que nos missions n'était plus uniquement de l'organisation logistique mais que cette fonction était aussi au service de l'éducatif de l'enfant. Affirmer une expertise propre aux collectivités dans le domaine de l'éducation qui n'était plus uniquement Nationale et construire dans le cadre du PEL les modalités de collaboration, d'échange et de complémentarité avec les acteurs éducatifs. Nous étions les découvreurs du Projet Educatif, les ambassadeurs de nos villes auprès des partenaires, nous avions le savoir, le savoir-faire et nous étions portés par les édiles dans cette responsabilité. L'association nous a apporté que notre profession et celle de nos collaborateurs soient reconnues à part entière, ainsi que notre expertise par le CNFPT, l'Éducation Nationale, les autres directions des villes...

Elle a fait circuler des études, expertises, sur les différents champs d'intervention, des outils, des organisations, des process, la prise de conscience avec notamment Claude de Girardi de l'évolution des procédures règlementaires vers la contractualisation, l'externalisation. Le réseau est devenu ainsi, lui-même, source de connaissances et d'échange, de questionnements et d'entraide.

#### **5. Racontez-nous un événement marquant lié à l'Andev auquel vous avez pu contribuer :**

##### **Les rencontres de Perpignan sur les conseils d'école.**

En 1993 notre président, Francis, m'appelle pour organiser une « petite » réunion sur la problématique des conseils d'école avec Jean Michel, Pascal et quelques autres. Il était prévu au grand maximum 50 personnes. Mais la liste des collègues et partenaires intéressés n'a cessé de s'allonger. En fait nous avons accueilli près de 250 personnes avec les moyens du bord, l'investissement de tous les agents de la Direction, de l'élue et la contribution des participants et bien sûr des collègues de l'ANDEV. Il est vrai, qu'à l'époque, rien ou presque n'était tarifé et tous les services de la ville nous avaient aidé. Et ce fut réussi, on en parle encore tant les échanges avaient été riches.

Cette improvisation, cette spontanéité serait

impossible à l'heure actuelle. Ce « congrès » a créé une dynamique partenariale à la fois locale et au sein de l'ANDEV. Les actes qui en ont découlés sont encore d'actualité.

Je me reconnais pleinement dans le témoignage de Hubert Taglang de Strasbourg qui a vécu le même scénario,

Certes nous avons eu la polémique sur la recette du baeckeoffe (j'ai toujours le plat en faïence qui nous avait été offert) mais à Perpignan, dans la lignée, nous avons eu le restaurant catalan avec les musiciens gitans.

#### **6. Parmi toutes les rencontres et aventures humaines ou situation plus ou moins anecdotique que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?**

Chaque congrès en était une à lui tout seul, chaque ville accueillante déployant des trésors d'ingéniosité pour nous surprendre tant lors des échanges que lors des afters. La plus étonnante fut les rencontres de Nîmes avec la présentation de toute la culture camarguaise chevaux, toréador... qui me tient à cœur.

Bien sûr Aurillac est resté dans toutes les mémoires. J'ai toujours ma sacoche et mon parapluie... Ah ! Aurillac mais Francis le raconte si bien<sup>14</sup>.

Le bateau mouche de Strasbourg dont je n'ai, malheureusement, aucun souvenir si ce n'est d'avoir refait le monde éducatif avec Anne Marie Barriac.

L'insigne honneur d'avoir pu côtoyer ces personnalités qui nous ont accompagnés et soutenus : l'élégant Jean Delagrave, le profond Eric Favet, le malicieux et brillant recteur Durand Prinborgne, Marie Raynals, entre autres.

L'interview de Jean Paul Alduy maire de Perpignan mais surtout président de l'ANRU par Claudine Paillard et Elisabeth Saby pour le congrès de Nevers organisé par Rémi Prieur en 2006. Les problèmes techniques rencontrés, le périple vers l'extrême sud vécu par Claudine et Elisabeth que j'ai eu le grand plaisir d'accueillir. Elles m'ont vraiment impressionnée dans tous les sens du terme : posées, réfléchies, bienveillantes, militantes, impliquées...

On ne peut citer tout le monde la mémoire fait défaut. Mais j'ai pu lire les autres écrits qui multiplient témoignages et hommages suivant le point de vue, la sensibilité et le vécu de chacun dans cette aventure. Sans compter ceux à venir.

Les « La communale », le livre de Francis (la bible), les actes des congrès, le recueil collectif de Wéka auquel j'ai participé grâce à la pugnacité et



l'accompagnement de Janine lors de mon arrêt... Tout cela trône fièrement, presque provoquant, dans mon bureau à côté du code de l'éducation et autres références. L'ouvrage sur ce travail de mémoire a déjà sa place réservée, sans compter les présents ramenés, mémoire émouvantes de nos rencontres.

Encore merci d'avoir pu être dans cette aventure.

## Témoignage de Bernard MAILLARD

Vice-président de l'ANDEV

Directeur de l'Éducation d'Evry - 91

### 1. Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?



L'ANDEV est apparu dans ma vie professionnelle au siècle dernier entre 1998 et 2000. Responsable des affaires scolaires à Pontoise (95), mon directeur de l'époque, dans un souci de me voir renforcer ma culture dans le domaine de l'Éducation a évoqué, puis m'a invité à me rapprocher de l'AN-

DEV.

A cette époque, l'association était pour moi un symbole auquel je ne m'estimais pas apte (en droit) d'y accéder. En effet, en dehors de ce que je ressentais dans cet acronyme (une certaine puissance se dégage de celui-ci), sa déclinaison en mot, sa signification, me bloquait dans ma volonté d'en faire connaissance, tout en m'attirant néanmoins. Car pour un jeune professionnel (je l'étais encore à l'époque dans mon métier), responsable d'un service scolaire, les mots « directeurs » et « éducation » m'apparaissaient comme correspondant à un niveau de compétences auquel je n'étais pas encore arrivé. De fait, accéder, participer à l'ANDEV, à ses réflexions, à son travail, est devenu mon Graal.

Ma première à l'ANDEV est arrivée plus tard : c'était au congrès de Roubaix en septembre 2002, où nous évoquions « l'accueil des enfants de 2/3 ans à l'école ». Là, j'ai « goûté » l'ambiance ANDEV. Accompagnant Arlette GAUNE (que je remercie au passage de m'avoir entraîné dans cette aventure), j'ai mis la main, le pied, la tête, tout le corps dans l'ANDEV. Et cela a, bien sûr, changé ma vie. J'ai rencontré Chantal, Alain B., Philippe, Patrice, Alain T., Ornella...qui m'ont invité, sans le demander, à réfléchir à mon métier d'éducateur, à me situer dans un environnement auquel j'avais rêvé, que je pensais inaccessible, un espace éducatif que je ne connaissais pas vraiment...

### 2. En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

Cette rencontre a bouleversé ma posture professionnelle. Les échanges « in » du congrès, les interventions des intervenants, la qualité des débats, mais surtout, les échanges « off », avec les différents collègues du scolaire, de l'enfance, de la petite enfance pendant les pauses, les temps de repas, la soirée ou les visites de sites culturels, m'ont montré que travailler dans le domaine de l'éducation, ce n'est pas seulement mettre en pratique des consignes, c'est aussi essayer de donner du sens à ses actions, prendre du recul avant d'agir, partager avec ses pairs, ses collaborateurs ou sa hiérarchie pour développer et mettre en place de la cohérence éducative dans ses activités.

Et puis, s'apercevoir aussi qu'être cadre d'un service scolaire, ce n'est pas que parler école, fonctionner école, c'est aussi avoir une vision plus large sur ce qu'est un enfant, les conséquences de nos actes d'adulte dans sa vie et donc, de la nécessaire cohérence à trouver pour que tous ces adultes qui « gravitent » autour de lui, apprennent à se connaître et à travailler ensemble pour une meilleure éducation globale.

Et donc, avec le temps, malgré moi ou malgré les aléas professionnels, insidieusement, la recherche de nouvelles réflexions éducatives et la multiplication des échanges s'est ancrée dans mes pratiques.

### 3. En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

En parallèle à cette modification de mon approche de la question éducative, la vision de mon métier a changé. Ce Graal précédemment cité a évolué. Mes fonctions de responsable des affaires scolaires qui me semblaient normales et cohérentes compte tenu de mon parcours professionnel (un choix de poste en lien direct avec la réussite à un concours administratif) me sont alors apparues plus claires ; le hasard ou l'opportunité n'étaient pas les seuls responsables de ce choix.

C'est une vision plus globale de l'action éducative qui a guidé mes choix, tant dans ma posture professionnelle que dans la représentation de mes fonctions. Mais l'ANDEV m'a aussi apporté une nouvelle dynamique, a généré de nouvelles ambitions. L'envie de partager, de connaître, de développer une politique éducative locale. Être directeur de l'éducation est devenu représentatif de la charnière qui va permettre la cohérence entre les actions des différents éducateurs éducatifs d'un territoire. Mais aussi celui qui va (essayer de) convaincre de la pertinence de mener ces actions éducatives dans une ville.

#### 4. Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

Dans le champ de l'éducation, l'Andev m'a apporté, entre autre, le devoir de l'exigence et du partage du savoir. Même si ces dernières ne sont pas exclusives à l'éducation, le fait de fréquenter mes pairs lors des congrès, des journées d'actualité, des rencontres régionales m'ont renforcé dans ce que je considère désormais comme un devoir envers les autres.

De manière plus concrète, l'association, les travaux qui y sont menés, les réflexions toujours actives sur tout ce qui touche à l'enfant, mais aussi à sa famille, à l'ensemble des éducateurs qui gravitent autour de lui, m'ont nécessité d'avoir une approche beaucoup plus analytique des différents sujets qui touchent l'éducation.

Je peux désormais donner du sens à mes réflexions, aussi pour faciliter leur transmission à mes collègues, mes pairs ou mes partenaires professionnels. Et même s'il me reste encore beaucoup à apprendre dans les différents domaines couverts par l'éducation, il reste que cette expérience associative depuis plus de 15 ans, m'a apporté une réelle capacité d'écoute et de réflexion de la question éducative qui me sert au quotidien.

#### 5. Racontez-nous un événement marquant lié à l'Andev auquel vous avez pu contribuer :

La participation aux différents congrès depuis mes « débuts » à l'Andev, l'évolution de mon implication dans ceux-ci représentent des événements marquant liés à l'Andev. Les discours de conclusion des différents présidents ou présidentes lors de ces congrès, leurs pertinences à affirmer ou à dénoncer les (non)pratiques éducatives, de placer l'action de l'Association et de leurs membres dans cette recherche constante d'une éducation globale partagée, sont aussi des événements marquant de l'Andev. En bref, il est difficile de résumer la richesse de l'Andev dans un seul événement marquant.

Mais ce qui m'a vraiment marqué c'est le départ de Francis de sa présidence et plus récemment celle d'Anne Sophie des mêmes fonctions. Mais ce qui, malheureusement m'a énormément marqué reste la disparition d'Ornella.

#### 6. Parmi toutes les rencontres et aventures humaines ou situation plus ou moins anecdotique que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

L'Andev est pour moi une grande famille. Et comme dans toutes familles les rencontres et

aventures humaines sont nombreuses. Tristesse et plus souvent joie, rythment la vie de l'association. De manière plus anecdotique, si nous savons être très sérieux dans nos travaux, nos réflexions, les constructions de nos congrès annuels, nous savons aussi nous amuser et partager de grands moments de bonheur partagé (les soirées dans les différents troquets, bars, restaurants et la recherche de l'établissement qui pourra accueillir de 20 à 30 personnes après 21h00 dans les grandes villes françaises qui accueillent nos congrès en sont une illustration) .

Parmi tous ces moments, la préparation d'une vidéo à l'attention de notre présidente Anne-Sophie au terme de son mandat, a révélé des talents d'acteurs assez exceptionnels, que je n'appréhendais pas, parmi les membres du bureau de l'association. De l'imitation à la comédie, de la scénarisation au montage son, du déguisement au décors et une certaine complicité, ont, non seulement permis de créer une vidéo humoristique très drôle, mais aussi de révéler ce que nous portons tous en nous, la confiance en nos pairs, le sens de l'autodérision et une véritable efficacité à traiter les problèmes en y apportant tout notre savoir-faire pour résoudre les problèmes en équipe.

#### Témoignage de Caroline Guyet

Membre de la commission permanente de l'ANDEV

Coordinatrice ALSH Pôle Enfance Jeunesse Loisirs Communauté d'agglomération du Gard-Rhodanien - 30



#### Comment j'ai connu l'ANDEV et pourquoi y suis-je adhérente ?

Tout à commencer il y a plus d'une dizaine d'années alors que je découvrais le service éducation de la ville de Bagnols-sur-Cèze (3<sup>e</sup> Ville du Gard avec 20 000 habitants), grâce à mon affectation souhaitée au poste de coordinatrice de dispositifs éducatifs tels que le Contrat éducatif local et le contrat enfance jeunesse.

Ce souhait de changement répondait à mon besoin de créativité souvent frustré au sein du service juridique de cette Commune dont j'étais la responsable depuis une dizaine d'années et cantonnée principalement à la gestion courante de dossiers.

Ma qualification de juriste spécialisée dans les collectivités territoriales légitimait mon recrute-

ment au sein de ce service porté par un seul agent. Mon besoin de contribution non conscientisé, à cette époque, me motiva à proposer un projet de service transversal attentif aux besoins juridiques des chefs de services en charge des autres compétences communales (RH, ST, Culture, Sport .....).

Mon enthousiasme fut vite rattrapé par le principe de réalité selon lequel nombreux responsables de service étaient frileux à l'idée d'une contribution dans laquelle leur peur voyait une ingérence pouvant être malveillante.....

Alors deux projets successivement m'ont été confié : la professionnalisation d'une permanence juridique pour le compte du Centre de Documentation des Femmes et des Familles (CEDIF) et la mise en place d'un Conseil Municipal d'Enfants et de Jeunes au début des années 90. Mon besoin de créativité a été comblé.

L'expérience de conseiller juridique auprès des femmes et des familles a développé mon sens de l'écoute et d'analyse de situations individuelles complexes et anxiogènes qui m'étaient confiés lors d'entretien individuel. Ainsi je pouvais démêler avec l'aide de la personne en difficulté, un certain nombre de problématiques et rassurer la confidente sur l'existence de nombreuses possibilités de résolution pour lesquelles elle avait à choisir et à décider librement sans aucune influence de ma part.

Cet exposé me semble nécessaire pour expliquer pourquoi ma présence à l'ANDEV aujourd'hui. Je poursuis.

La mise en place du CMEJ me fit découvrir l'intérêt que je portais à l'enfant et à son développement et me permit d'expérimenter combien un espace d'écoute dépourvu de jugement libérait la parole et favorisait la créativité de ces jeunes citoyens.

C'est alors que l'opportunité et mon élan créatif me firent quitter le service juridique pour découvrir le monde éducatif.

Je découvris alors un milieu aux nombreuses tensions ou des procès d'intention fusaient dans un tourbillon d'insatisfaction dont les auteurs et/ou victimes étaient Elu, cadre technicien, employés administratifs, ATSEM et animateurs, agents d'entretien, enseignants, parents et enfants.

S'ajoutait à cela la diversité des activités à gérer passant de l'achat de produits d'entretien et outils pédagogiques à la gestion de remplacement de personnel via l'animation de dispositifs supposés favoriser le partenariat etc...

Très vite m'est apparu un certain nombre de dysfonctionnements générés pour la plus part par le manque d'anticipation dû au manque de temps épuisé par les urgences quotidiennes.

Mon positionnement de coordinatrice de dispositifs, puis mon statut de responsable du service animations éducatives et ma nature créative et contributive m'ont encouragé à expérimenter le travail collaboratif avec les agents de terrain. **J'ai toujours pensé que l'intelligence collective conduisait à aller plus loin, même si cela demande plus de temps. Le bénéfice s'en ressent lors des changements.**

**C'est alors qu'entre en scène l'ANDEV.**

Me voilà à Vaison-la-Romaine invitée par ma supérieure hiérarchique, au milieu de responsables de service des affaires scolaires issues de grosses et moyennes Communes.

Intimidée par cette assemblée, je découvris le réseau régional de PACA où tour à tour les participants échangeaient sur des sujets inhérents à leur quotidien professionnel, pouvant ainsi puiser, dans le partage d'expériences, des idées adaptables à leur territoire.

**Il me fallut plusieurs rencontres pour m'y sentir à l'aise et apporter ma contribution à la réflexion. La taille des communes représentées et le grade de certains des représentants différents du mien étaient un frein à la libération de ma parole.**

Le temps et l'ouverture d'esprit de mes consorts et surtout le soutien encourageant de trois d'entre eux qui sont aujourd'hui les co-animateurs têtes du réseau régional PACA-LANGUEDOC ROUSSILLON, m'ont convaincue que la qualité et la pertinence du propos ne sont en aucune mesure réservés aux représentants des grosses Communes.

Je pris conscience alors que la force des Communes moyennes réside en leur possibilité à déchiffrer plus facilement les interactions entre les différents partenaires socio-médico-éducatifs, et à identifier rapidement les personnes ressources au sein de réseaux partenariaux. La culture du partenariat insufflée par des dispositifs nationaux ou locaux s'inscrit dans une continuité relativement stable portée par des affinités de personnes dépassant le cadre institutionnel inter-disciplinaires.

C'est là que je pus voir en quoi l'intelligence collective organisée permet de traverser les aléas des turn-over des référents partenaires et l'instabilité générée par les fréquentes réformes.

L'ANDEV grâce à ses membres locaux m'apporta l'oxygène dont j'avais besoin quand, face à la lenteur administrative aux causes multiples, je m'interrogeai sur la pertinence de l'évolution que je sentais opportune pour mon service dont la qualité m'a toujours préoccupée.

L'ANDEV me permit aussi grâce à la pugnacité de la tête de réseau d'enrichir mon expérience de compétences nouvelles que j'ai acquises en qualité de corédactrice de fiches techniques pour les éditions WEKA.

L'ANDEV m'ouvrit aussi les portes du CNFPT que j'espérais franchir dans une intention de transmettre ce qui me fait le plus vibrer : « le savoir communiquer » qui est essentiel à l'animation de projets multi-partenariaux mais aussi et surtout à la compréhension des enfants très longtemps oubliés parmi de multiples activités existantes grâce à eux.

Je ne sais pas ce que l'ANDEV va me permettre encore de découvrir, comment elle satisfera ma curiosité, enrichira ma réflexion, comment elle m'encouragera à contribuer par ma vision, mon expérience, ma créativité, alors que tout nouvellement je siège au sein de la Commission permanente.

Je découvre encore que mon côté impressionnable est bien présent malgré plus de trente années de pratiques professionnelles, de maturité relationnelle et mon statut de cadre supérieur.

Intégrer un réseau demande que le cadre qui le structure inspire la confiance : sa qualité en dépend et son enrichissement fructueux repose sur cette évidence.

Le « marrainage » dont j'ai bénéficié via une de ses membres très active, elle se reconnaîtra, m'a permis d'être audacieuse au sein de ce réseau impressionnable, et cela en dépit d'une timidité et d'une réserve que je dois à mon histoire personnelle.

Aujourd'hui, l'ANDEV s'interroge sur comment attirer les adhérents pour qu'elle puisse poursuivre sereinement son chemin et sa contribution incontestable à l'évolution de la coéducation.

A elle d'être attentive aux objectifs qui sont les siens et en quoi son existence aujourd'hui apporte une plus-value incontestable auprès de ses membres mais aussi de ses partenaires directs, je pense à l'éducation nationale et aux familles y incluant les enfants prioritairement.

De par ses nombreuses sollicitations en qualité d'experte reconnue, elle est l'ambassadrice exclu-

sive de la réalité de terrains observables par ses membres, selon laquelle les fonctionnaires territoriaux ont une vraie place incontournable aux côtés de l'enfant, tant le temps passé à ses côtés augmente sans cesse.

Aujourd'hui, de nouveaux réseaux locaux, nationaux, en lien avec le monde de l'éducation voient le jour, pour répondre à des insatisfactions, des interrogations, des remises en questions et préoccupations communes.

Je n'y vois aucune concurrence, si chacun d'eux l'ANDEV y compris identifie en quoi ils sont fédérateurs d'initiatives constructives complémentaires au service d'une éducation plus respectueuse de l'enfant et de la jeunesse.

Seul on va plus vite, à plusieurs on va plus loin.

### Témoignage de Thierry VASSE

Vice-président de l'ANDEV

Directeur Général Adjoint Éducation

Enfance Jeunesse

Ville d'Orvault (44)

#### Ma rencontre avec l'ANDEV ?

**VIRTUELLE** d'abord, **ECRITE** ensuite, et puis ...  
**PHYSIQUE** !



#### Virtuelle

C'est en préparant le concours d'Inspecteur Éducation Nationale, en 2005, que j'ai commencé à m'intéresser à l'ANDEV, alors que j'étais conseiller pédagogique très orienté sur les questions liées à l'école maternelle. C'est donc via le site internet de l'ANDEV, que j'ai été amené à connaître le point de vue des collectivités territoriales, cherchant, fouillant tout ce qui pouvait concerner les questions relatives aux problématiques partagées entre l'Éducation Nationale et les villes.

Belle découverte ! Des prises de position étayées concernant la scolarisation des enfants de 2 ans, la carte scolaire, la restauration scolaire ou les projets éducatifs... qui ouvraient ma perception jusqu'alors trop centrée sur les seuls circuits de diffusion interne à l'éducnat !

Une association nationale que je percevais comme une organisation très pyramidale avec sa Présidente, siégeant certainement dans un beau bureau Parisien, détachée sur des financements ville, et des membres nommés dans chaque région de France pour garantir le fonctionnement de la pyramide jusqu'aux villages et leur école communale. En fait, le pendant du Ministre Educnat et de



ses Recteurs, versus collectivités ! Et oui, quand on n'a connu que le fonctionnement des services de l'Etat depuis la sortie du BAC...

### Écrite

Devenu IEN premier degré, c'est à la Présidente de l'ANDEV de l'époque, Claudine PAILLARD, que je me suis adressé pour lui demander s'il elle voulait bien accepter, au nom de l'ANDEV donc, de préfacier l'ouvrage que j'étais en train de finaliser sur les collaborations entre ATSEM et enseignants de maternelle. Une préface de Viviane BOUYASSE, Inspectrice Générale dont l'expertise concernant l'école maternelle est mondialement reconnue J, couplée avec un avant-propos de la Présidente de l'ANDEV, cela avait de l'allure ! Je les remercie encore toutes les deux, et le bureau de l'ANDEV de l'époque, d'avoir apporté leur caution à cet ouvrage : « ATSEM-Enseignant : travailler ensemble », dont voici un petit extrait de l'écrit de la Présidente : « *Cet ouvrage concerne un sujet trop peu étudié et T.V. corrige ainsi des années de faible intérêt pour cette spécificité de l'école maternelle : le travail en commun entre enseignant et ASEM. Derrière cette question, c'est aussi, comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, le partenariat ville-école dans son aspect traditionnel et directement opérationnel qui est souligné... Merci à T.V. avec cet ouvrage de nous permettre de nous re-questionner à ce sujet.* »

Ce fut donc là l'occasion de ma rencontre plus concrète avec l'ANDEV, d'autant que certains de ses membres adhérents me demandaient d'intervenir sur le sujet dans leurs territoires, souvent en partenariat avec les antennes du CNFPT qui traitaient bien entendu aussi de ces questions par le biais de la formation des agents.

### Physique

Et c'est par ce biais de la formation donc, de formations pluri-professionnelles associant des enseignants de maternelle et ATSEM, que progressivement, je me suis de plus en plus rapproché des collectivités territoriales, tout en poursuivant ma mission d'IEN chargé de l'enseignement préélémentaire dans l'Académie de Nantes.

Jusqu'au jour où, par une soudaine envie de changer d'air, tout en restant dans le domaine de l'éducation, j'ai franchi le pas de tenter un poste dans la territoriale après 25 ans d'Éducation nationale. Me retrouvant directeur de l'éducation de la ville de Caen, c'est tout naturellement que j'ai participé à mon premier congrès national de l'ANDEV

(GUYANCOURT 2013), en ayant préalablement déposé ma candidature pour être membre de la commission permanente.

La vraie rencontre avec l'ANDEV en direct live : premiers accueils forts chaleureux, multiples et belles rencontres, premières manifestations d'étonnement : « vraiment tu étais IEN et tu es maintenant dans la territoriale ? », « tu as été viré ou cela relève d'un choix ? »... En revanche, aucun des membres de la Commission Permanente ne m'a demandé si j'étais un sous-marin envoyé par le Ministère de l'Éducation ! Comme quoi la mutation apparaissait crédible, ce qui m'a vite permis de me fondre dans la masse...

Depuis, je vis ce bonheur d'appartenir à notre réseau d'ANDEViens, à la fois si professionnel et convivial, qui me permet de questionner, proposer, partager les difficultés et réussites... Moments de distanciation en mode collectif, si importants pour nourrir le quotidien, servir de poil à gratter, revenir au bureau totalement regonflé en sachant que des réponses à mes futurs questionnements existeront certainement là, quelque part dans le réseau !

Et je ne peux taire ce qui me procure parfois une très douce sensation : quand régulièrement, d'anciens collègues IEN que je croise me disent « Comment on fait, comment as-tu fais Thierry pour rejoindre la territoriale ? ». Même si cela n'est pas un bon signe pour la santé des services de l'Etat, je réalise là le privilège d'être ANDEVien !!!

Septembre 2016

Thierry VASSE



## L'action éducative en pratique

Univers dans lequel se croisent des problématiques d'ordre juridique, administratif, financier mais également pédagogique ou encore managérial, l'action éducative locale constitue un environnement professionnel infiniment riche et passionnant mais de plus en plus complexe. Dedicée à l'accompagnement opérationnel des cadres intervenant dans le secteur éducatif, *L'Action éducative en pratique* vous donne accès à 160 fiches actualisées en permanence, 240 outils et modèles de documents téléchargeables, à une base de données juridiques mais également à un forum où poser vos questions à nos experts, à l'actualité des collectivités territoriales... Bénéficiant ainsi de l'expertise de professionnels désireux de partager leur expérience de terrain, vous disposerez de toutes les clés méthodologiques nécessaires pour appréhender les problématiques que vous rencontrez au quotidien. Pour toute question ou suggestion, n'hésitez pas à contacter notre service client au 01 53 35 17 17 ou par mail : [relation.clientele@weka.fr](mailto:relation.clientele@weka.fr)

**Editions WEKA L'abonnement comprend :** 1. Le guide de référence ; 2. L'accès au site Internet des abonnées [www.weka.fr](http://www.weka.fr); 3. La lettre d'information hebdomadaire  
**Tarif : 465 euros TTC (hors frais de port 9 euros TTC).**  
**Tarif préférentiel à 395,25 euros pour les membres de l'ANDEV. Contactez WEKA au 01.53.35.16.16**



## Ce que le numérique peut en éducation N° 185, 3<sup>e</sup> trim. 2016, 200 pages - 15 €

ISSN 1769-8502 / ISBN 978-2-240-03845-6 / Réf. 755A4464

Le numérique nous invite à revisiter nos idées, voire nos certitudes, sur la transmission des savoirs et des compétences dans l'école et, au-delà, sur notre rapport au(x)

savoir(s), à soi, aux autres et au monde.

Alors qu'il fait partie intégrante du continuum éducatif, permettant des liens nouveaux entre les différents temps des enfants, le numérique reste, à l'image de la société et de ses inégalités, marqué par des fractures relatives à ses différents usages et appropriations.

Ce numéro de *Diversité* questionne tout particulièrement ces enjeux : si les savoirs, dans leur diversité et

profusion, sont ouverts et disponibles à tous, il s'agit de donner aux enfants et aux jeunes les repères leur permettant d'être agiles dans ce cadre nouveau d'apprentissage qu'est internet.



## Atlas des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage, France métropolitaine et Dom (données 2011) Parcours scolaires, diplômes, insertion - Statistiques - publications annuelles- septembre 2016

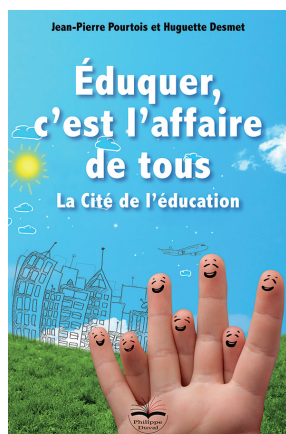
Quitter le système éducatif sans diplôme, c'est aujourd'hui être grandement exposé au chômage et au sous-emploi en début de vie active, et, avec la crise, bien au-delà de la période d'insertion. En privilégiant une approche territoriale, cet Atlas apporte un éclairage original sur le risque de décrochage scolaire, que l'on sait très inégal selon le milieu d'origine et les conditions de vie. Ainsi, l'ouvrage décrit finement la situation de chaque académie en 2011 d'un double point de vue. D'une part, il analyse et cartographie, à l'échelon cantonal, les facteurs susceptibles d'accroître la difficulté scolaire et par voie de conséquence le risque d'abandon précoce d'études, c'est-à-dire avant d'avoir obtenu un diplôme. D'autre part, la fréquence de cet abandon d'études parmi les jeunes fait l'objet d'une représentation à la même échelle cantonale. La première parution de l'Atlas en 2014 (données 2006) a suscité de nombreux échanges dans les académies et régions. La présente édition renouvelle l'analyse à l'aide de données plus récentes, essentiellement à partir du recensement de 2011, et en l'enrichissant de données inédites sur les départements d'outre-mer.



## Célestin Freinet, « le maître insurgé, articles éditoriaux 1920 à 1939 »

Édition établie par  
C. Chabrun et G. Chambat.  
Collection N'Autre École/  
Q2C n°8 Libertiaux, 190 p.,  
octobre 2016,  
Prix : 10 euros

Le 8 octobre 1966 disparaissait Célestin Freinet. Cinquante ans après sa mort, ses combats pédagogiques et sociaux restent d'une grande actualité : la réalisation d'une éducation réellement populaire et l'ambition d'une pédagogie socialement critique et émancipatrice sont toujours à l'ordre du jour. Ses engagements pour en finir avec « l'école fille et servante du capitalisme » sont aussi les nôtres. C'est à l'occasion de cet anniversaire (qui coïncide également avec les 80 ans du Front populaire en France et en Espagne qui soulevèrent l'enthousiasme de Freinet), que le collectif Questions de classe(s) vient de publier, dans sa collection N'Autre école, ce recueil des écrits militants du pédagogue



## Éduquer, c'est l'affaire de tous

La Cité de l'éducation Jean-  
Pierre Pourtois (Auteur)  
Huguette Desmet (Auteur)  
Paru le 29 octobre 2015  
Essai (broché)

«Il faut tout un village pour éduquer un enfant» dit un proverbe africain. En ces temps où l'individualisme s'impose au sein de la société en général et de la famille en particulier, suscitant des pro-

blématiques spécifiques telles que l'angoisse des parents, la (sur)puissance mais aussi la fragilité de l'«enfant du désir», le désarroi des enseignants et des éducateurs, le recours fréquent aux psy... il est urgent de retrouver de la reliance entre les gens pour permettre le bien-vivre - surtout le bien-faire ensemble - et susciter le développement optimal de tous, enfants et adultes.

Certes ! Mais comment faire ? Etre des parents seuls face à l'éducation de leur enfant, des enseignants isolés dans leur classe, des intervenants socio-éducatifs, sanitaires, culturels... sans lien les uns avec les autres se révèle peu efficace, décourageant et anxiogène. Par contre, travail-

ler ensemble, co-éduquer permet de créer une synergie fructueuse dont les bénéficiaires sont non seulement les enfants mais aussi les adultes qui s'engagent dans une telle voie.



## Ados en bidonvilles et en squats : l'école impossible

Le CDERE a publié le 27 septembre 2016 une étude inédite sur la scolarisation des jeunes âgés de 12 à 18 ans vivant en bidonvilles et en squats en France. Cette étude réalisée à partir de 161 questionnaires, dans 34 bidonvilles et squats, met en évidence un taux de déscolarisation de 67% lorsqu'on

intègre les enfants « non assidus » et qui ne peuvent donc pas bénéficier pleinement de l'accès à l'école. Dès 16 ans, les décrochages définitifs deviennent malheureusement la règle pour la quasi-totalité de ces jeunes, empêchant leur accès à tout dispositif de formation.

Téléchargement gratuit <http://www.romeurope.org/spip.php?article1687>

## 29 novembre 2016 : 3<sup>e</sup> rapport de la consultation nationale des 6-18 ans

Après six mois de Consultation des enfants de 6 à 18 ans, l'UNICEF France a publié le mardi 29 novembre, le troisième rapport de la Consultation nationale des 6-18 ans : « Écoutons ce que les enfants ont à nous dire : Grandir en France, le lieu de vie comme marqueur social ».

21 930 enfants et adolescents ont livré leur perception sur l'exercice de leurs droits en France entre octobre 2015 et avril 2016. Un record et surtout la garantie d'une étude à nouveau scientifiquement significative. Pour cette 3<sup>e</sup> édition, un accent particulier a été mis sur les différences de perception entre les quartiers avec de nouvelles questions sur la sécurité, la sociabilité, la santé, le sentiment d'intégration... Le rapport fera notamment un focus sur les inégalités d'intégration sociale selon les quartiers (et notamment un focus sur les quartiers prioritaires) et l'importance des ressources de proximité, comme leviers pour lutter contre l'exclusion et faire face aux difficultés.

Comme pour les éditions précédentes, l'UNICEF France a confié l'analyse sociologique des données à Serge PAUGAM, sociologue et directeur de recherches au CNRS et à l'EHESS et à Catherine DOLTO, médecin et haptothérapeute.

# Congrès de Brest, 7/8/9 décembre 2016 :

## Parents, ville, école : construire une alliance éducative. Utopie ou réalité ?

### — Mercredi 7 décembre

13 h

Accueil des participants

13 h 30

Ouverture du congrès par Rozenn Merrien, Présidente de l'ANDEV

13 h 40

Mot d'accueil de François Cuillandre, Maire-Président de la Métropole de Brest

« Parents 1<sup>er</sup> éducateurs ? »

Parents, institutions, professionnels, quelle place pour chacun ? »

Deux conférences introductives permettront l'échange avec les congressistes

14 h 30 - 16 h 15

« Le parent à travers les âges, les cultures et les classes sociales : postures, conceptions de l'autorité et de la responsabilité »

16h15 Pause

et rencontre avec les partenaires exposants

16 h 45 – 18h30

« Les parents : interlocuteurs compétents et pertinents ? La construction d'une relation exigeante et bienveillante entre les parents et les professionnels de l'éducation »

Réception des congressistes par la ville de Brest

19h30 Hôtel de Ville de Brest

### — Jeudi 8 décembre

8 h 30

Café d'accueil

Travaux en ateliers

9 h - 9 h 30

Introduction aux ateliers « Parents, Ville, écoles, les chemins d'une alliance éducative »

— Présentation par Catherine Le Poizat, membre de la Commission Permanente de l'ANDEV

9 h 30 - 12 h 15 ateliers

12h15 Déjeuner

13 h 30 - 15 h 00 Assemblée Générale de l'ANDEV

15 h 00 Pause et rencontre avec les partenaires exposants

15 h 30 - 18 h 15 Ateliers

Soirée festive

20 h Dîner et soirée festive

### — Vendredi 9 décembre

8 h 45 – Café d'accueil

9 h

« parents, ville, école, les chemins d'une alliance éducative »

En introduction des travaux de la table ronde, retour sur les conclusions de la journée ateliers

— par Régis Cortesero, sociologue, chargé d'études et de recherche sur les pratiques et politiques éducatives à l'INJEP

9 h 45

Pause et rencontre avec les partenaires exposants

10 h Table ronde

« Quelle place pour les parents dans la construction et la mise en œuvre des politiques éducatives locales ? »

12 h

Propos de clôture

— Intervention de Rozenn Merrien, Présidente de l'ANDEV

— Intervention de Laurence Rossignol, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes

13 h

Apéritif déjeunatoire

**La Communale**

Éditions de l'ANDEV :  
Ville de Saint Denis, Centre  
administratif, 2 place du  
Caquet, 93200 Saint Denis

Directrice de la publication  
Rozenn Merrien

Rédaction ANDEV,  
Comité de rédaction  
Rozenn Merrien, Janine Bou-  
vat, Bernard Maillard, Thierry  
Vasse, Nicolas Debucquet

Maquette - Réalisation  
Réseau Canopé

Imprimerie de Réseau Canopé  
Téléport1@4 BP 80158 86961  
Futuroscope Cedex

ISSN en cours

Dépôt légal NOVEMBRE  
2016

